

**Intégrer le « genre » dans la recherche en sciences  
sociales.**

**Une initiative originale :  
L'Institut sur le genre du CODESRIA.**

*Etude à partir de l'Institut sur le genre du CODESRIA, session 2004 (Dakar, 17 juin-  
14 juillet 2004) : « **Le genre dans l'économie domestique** ».*

**Aurélie LATOURES**  
***Réseau Genre En Action***

**Octobre 2004**

## **SOMMAIRE :**

### **Introduction :**

Intégrer le « genre » dans les sciences sociales et dans la recherche en sciences sociales, un enjeu contemporain.....3

<b>I- L'institut sur le genre du CODESRIA en tant que tentative pour intégrer le genre dans la recherche en sciences sociales en Afrique.....</b>	<b>7</b>
<b>A- Le CODESRIA : une institution pionnière dans la recherche en Afrique en matière de genre. ....</b>	<b>7</b>
<b>B- L'Institut sur le genre : une formation pour chercheurs. ....</b>	<b>10</b>
<b>C- Les participants à l'Institut sur le genre : quel profil ?.....</b>	<b>14</b>
<b>II- Une application concrète : l'économie domestique et le genre, session 2004 de l'Institut sur le genre. ....</b>	<b>18</b>
<b>A- Genre et économie domestique : quelques repères. ....</b>	<b>18</b>
<b>B- Etudes de cas (15). ....</b>	<b>21</b>
<b>C- Pistes de réflexion complémentaires. ....</b>	<b>37</b>

**Conclusion :** Ma participation à l'Institut sur le genre du CODESRIA en tant que doctorante ? .....47

### **Annexes :**

- <i>annexe n° 1</i> : Perspectives de collaboration avec les Réseau Genre en Action- CEAN : quelques propositions.....	50
- <i>annexe n° 2</i> : sommaire de la compilation de documents de travail fournis par le CODESRIA.....	52
- <i>annexe n° 3</i> : bibliographie sélective d'ouvrages du CODESRIA sur le genre.....	53
- <i>annexe n° 4</i> : questionnaire aux participants.....	54
- <i>annexe n° 5</i> : programme de l'Institut du CODESRIA 2005. ....	57

## **Introduction :**

### **Intégrer le « genre » dans les sciences sociales et dans la recherche en sciences sociales, un enjeu (encore) contemporain.**

« Depuis près d'un demi-siècle, l'évolution de la place et du statut des femmes dans la société interroge très directement la sociologie et l'ensemble des sciences humaines. Les transformations sociales sont là, tangibles et attestées, mais leur traduction en question de recherche est moins évidente, plus chaotique, marquée de retards et d'accélération »<sup>1</sup>.

En effet, si le genre est un objet de recherche évident pour les sciences sociales, il se traduit difficilement en questions de recherche. Comment expliquer le paradoxe de « **l'illégitimité persistante des questionnements de genre dans les sciences sociales** »<sup>2</sup> ?

La notion de « genre » est issue du terme « gender » en anglais qui a émergé à la fin des années 60 et au début des années 70 notamment aux Etats-Unis : il s'agit ainsi de mettre en évidence la dimension sociale et culturelle des différences de sexes, le mot anglais « sex » n'ayant qu'une signification strictement biologique. Le « genre » désigne donc la « construction sociale des différences sexuelles à travers différents mécanismes, cadres et processus »<sup>3</sup>. Cette question intéresse donc en premier lieu la sociologie. Pourtant, elle ne s'en empare que tardivement.

Les *raisons* qui peuvent expliquer ces retards, qui sont d'ailleurs particulièrement criant en France, sont de plusieurs ordres : tout d'abord, les études sur le genre sont perçues comme ayant une connotation **militante**, voire féministe. Or le militantisme s'accommode assez mal de la neutralité demandée au chercheur en sciences sociales. Si bien que ces études sont souvent a priori décrédibiliser. Par ailleurs, **l'argument biologique** a été longtemps dominant (et le reste encore même parfois aujourd'hui). Il pose que les inégalités hommes/femmes sont légitimées par la différence « de nature » des femmes et refuse donc tout caractère socialement construit de ces inégalités... Enfin et de façon plus pratique, intégrer le genre dans la recherche pose de réels **problèmes méthodologiques et conceptuels** : l'introduction des sexes complexifie souvent l'analyse. Cela décourage de nombreux chercheurs qui ont fait tout au plus un objet facultatif.

Toutefois, on note une évolution et les recherches sur le genre ou intégrant le genre sortent peu à peu de la marginalité. De façon significative, en 1998, pour la première fois, la question

---

<sup>1</sup> « Introduction », J.LEFER, C.MARRY et M.MARUANI, in : *Masculin et féminin : questions pour les sciences de l'homme*, Sciences Sociales et Sociétés, PUF, 2002 (2<sup>ème</sup> édition), p 13.

<sup>2</sup> Eric Neveu, intervention lors du séminaire « genre » de l'Ecole doctorale de l'IEP de Bordeaux, 6 mai 2004.

<sup>3</sup> Luc Sindjoun, in *Biographie sociale du sexe. Genre société et politique au Cameroun*, Codesria- Karthala, 2000, p6.

« masculin-féminin » est inscrite au programme de l'agrégation des sciences économiques et sociales en France. Mais pour autant « ont-elles acquis la légitimité scientifique et intellectuelle qui devrait leur revenir ? »<sup>4</sup>. Par exemple, un colloque a été organisé en mai 2000 par l'INSEE, le Conseil Supérieur pour l'Emploi, les Revenus et les Coûts (CSERC), le Commissariat au Plan et l'Université d'Evry sur les « Working Poors » (les travailleurs pauvres) : notons qu'aucune femme n'a été invitée, et, pire encore, que la question des inégalités hommes/femmes n'a pas même été abordée alors que (en France) les 3/4 des bas salaires sont réservés aux femmes.

En ce qui concerne le milieu académique, on peut en fait dégager deux grands facteurs de résistance :

- une **mauvaise connaissance du concept de « genre »** trop rapidement associé aux études féministes militantes.
- une **mauvaise visibilité des études sur le genre** ou intégrant une approche genre dans le milieu académique (absence ou pauvreté des laboratoires traitant spécifiquement de la question, de DEA ou DESS, etc...)

Dans ce contexte là, le CODESRIA<sup>5</sup> propose une **initiative originale** pour favoriser de façon concrète de l'approche « genre » dans la recherche en sciences sociales avec **l'Institut sur le genre du CODESRIA**. Il s'agit d'une manifestation, qui a lieu depuis près de dix ans, regroupant chaque années une quinzaine de chercheurs africains invités autour d'un thème concernant le « genre ». Elle vise deux objectifs :

- la **sensibilisation** d'un public de chercheurs africains sur les questions de genre (les candidats sont sélectionnés sur la base d'un article envoyé en rapport avec le thème ) en leur offrant une **formation** participative de 3 à 4 semaines afin d'acquérir (ou renforcer) les outils méthodologiques et théoriques pour intégrer (ou mieux intégrer) le genre dans leurs recherches.
- **L'amélioration en qualité** et en **visibilité** les travaux sur le genre en Afrique. Pour ce faire, les « lauréats » doivent rédiger un article dans le cadre de cet Institut, qui fera l'objet d'une publication ; et une équipe les suit tout au long du processus de rédaction.

---

<sup>4</sup> J.LEFER, C.MARRY, M.MARUANI, ibid, 2002.

<sup>5</sup> Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique, Dakar (Sénégal).

Actuellement doctorante en sciences politiques<sup>6</sup>, je travaille aussi (ponctuellement) pour le *Réseau Genre en Action*<sup>7</sup>, notamment autour de l'animation du site Internet<sup>8</sup>. Le Réseau m'a envoyé en quelque sorte en « éclairceuse » afin d'évaluer les possibilités de collaboration avec les chercheurs présents lors de cet Institut et surtout chercher à comprendre *comment la question du genre est traitée dans une telle institution en Afrique*. Est-ce que ces expériences du Sud pourraient servir *d'exemple* au Nord ? C'est dans cette perspective que j'ai pu **assister à l'Institut sur le genre du CODESRIA qui se tenait à Dakar du 17 juin au 14 juillet 2004** en tant qu' « auditrice libre », mandatée par le Réseau Genre en Action et le MAE.

Le présent rapport vise donc à rendre compte de cette expérience originale : en analysant à la fois le *contenant* (la formule « institut ») et le *contenu* (la prise en compte du genre dans l'analyse ici de l'économie domestique, en tant qu'exemple). Il s'agit donc d'une part d'informer sur **l'existence, le fonctionnement et le rôle** de cet Institut sur le genre (I) et de réfléchir sur sa **portée scientifique**, à partir de l'exemple de la session 2004 de l'Institut dont le thème était « le genre dans l'économie domestique » : comment la dimension genre est-elle abordée ? (II).

Enfin, je tenais aussi à **remercier** celles et ceux sans qui cette participation à l'Institut sur le genre n'aurait été ni possible ni surtout aussi enrichissante : d'abord Claudy Vouhé (Réseau Genre en Action) et Sabrina Guérard (Ministère des Affaires Etrangères) qui ont permis ma prise en charge matérielle, et surtout Michel Cahen qui a initié ce projet. Que soient remerciés aussi les membres du CODESRIA qui ont organisés mon accueil à Dakar, notamment Emilie Sarr et Virginie Niang ; et qui ont facilités et enrichis mon travail sur place, notamment Jean-Bernard Ouedraogo. Enfin, et surtout, un grand merci à tous les participants de l'Institut qui

---

<sup>6</sup> Mon sujet de thèse porte sur : « *Les politiques publiques sur l'excision en Afrique Noire : analyse comparative des cas du Mali et du Kenya* ».

<sup>7</sup> Ce réseau a pour ambition de permettre à toutes celles et ceux impliqué/es dans les questions de développement au nord et au sud de s'informer, de se former et d'échanger sur les enjeux et la pratique de l'approche « genre et développement ». Le but de ce réseau est de *renforcer les connaissances et les capacités en genre* et de *capitaliser* les approches francophones sur les questions de genre. Au niveau international, ce réseau souhaite contribuer à la promotion de la dimension Genre et Développement en tant que dimension essentielle du développement durable. Hébergé par le CEAN (Centre d'Etude d'Afrique Noire) de l'IEP de Bordeaux, le réseau est soutenu financièrement par le MAE

<sup>8</sup> <http://www.genreenaction.net>

m'ont intégrée chaleureusement et avec qui les échanges ont été nombreux et stimulants :  
Binthily Youma Macalou, Fatou Binétou Dial, Roseline M. Achieng, Onipede Wusu,  
Solomon C.J.Mumah, Brahim Elmorchid, Rosemary Liguyani, Florence Oluremi Olaleye,  
Ronald Kalyango, Jacques Tshibwabwa Kudithshini, Julius Fred Kikooma, Félicien Kabamba  
Mbambu, Enongene Crawford Mesode, Philomène Lokossou, Godwin Asumugha (le  
directeur), et tout particulièrement Aimée Noëlle Gomas.

## **I- L'institut sur le genre du CODESRIA en tant que tentative pour intégrer le genre dans la recherche en sciences sociales en Afrique.**

Il faut savoir que l'Institut sur le genre n'est pas une initiative isolée, mais s'inscrit dans la politique volontariste d'intégration du « genre » d'une structure de renommée internationale, le CODESRIA

Il convient donc de replacer cet institut en perspectives afin d'en saisir la portée réelle. Pour ce faire, il nous faut présenter le CODESRIA et sa politique « genre » (A) avant de voir en quoi l'Institut sur le genre est une démarche originale et pertinente (B) et finir en étudiant le profil des participants à cet Institut : quel est le public cible (C)?

### **A- Le CODESRIA : une institution pionnière dans la recherche en Afrique en matière de genre.**

Le CODESRIA est une structure africaine unique d'appui à la recherche en sciences sociales qui est sensible depuis quelques années aux questions de genre.

#### *1. CODESRIA : une organisation leader en Afrique pour la promotion de la recherche en sciences sociales.*

Le CODESRIA (*Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique*) a été créé en **1973**. Son objectif était de développer une communauté de chercheurs en sciences sociales actifs dans le continent africain et rattachés au continent, en mettant l'accent sur l'importance du respect de la liberté intellectuelle des chercheurs.

Le gouvernement du Sénégal a offert un siège à l'organisation non gouvernementale pan africaine.

Une telle organisation, par son échelle (couvrant l'ensemble du continent africain) et son mandat<sup>9</sup>, est une entreprise ambitieuse dans la mesure où les difficultés rencontrées par les chercheurs africains sont très nombreuses : isolement, marginalisation scientifique, conditions matérielles précaires, répression politique, fuite des cerveaux, absence de libertés académiques, fragmentation des connaissances et de la recherche (barrières linguistiques, régionales, disciplinaires...).... Dans ce contexte, l'idée est de chercher à **renforcer les**

---

<sup>9</sup> Selon la Charte du CODESRIA, le mandat comporte 5 volets : faciliter la recherche pluridisciplinaire ; promouvoir des publications issues de la recherche ; renforcer les compétences des chercheurs ; promouvoir le principe de liberté académique et créer des forums d'échanges et d'informations entre les chercheurs africains.

**capacités intellectuelles de l’Afrique et de promouvoir la production de connaissances sur l’Afrique par les africains avec trois exigences : la qualité, la quantité et la visibilité.**

Le CODESRIA se veut aussi la voix des chercheurs africains dans l’arène internationale afin de défendre leurs intérêts et de se battre pour leur reconnaissance.

Par ses services continus à la communauté de chercheurs, le CODESRIA a su s’imposer assez rapidement comme une institution reconnue internationalement ce qui a permis d’assurer la fidélité et la multiplicité de ses partenaires bailleurs de fonds<sup>10</sup>.

Concrètement, le CODESRIA organise des activités diversifiées autour de ses **deux axes stratégiques** :

- faciliter et appuyer la recherche.
- renforcer les capacités de recherche.

a) *Faciliter et appuyer la recherche.*

Conformément à cet objectif, le CODESRIA favorise et soutient la création de **groupes et réseaux de recherche** (multinationaux, nationaux, transnationaux sur des thématiques précises choisies soit par le CODESRIA, soit par les chercheurs) d’une durée de 1 à 3 ans.

En parallèle, il a mis en place un service de documentation, le **CODICE** (Centre d’Information et de Documentation du CODESRIA) qui possède une riche collection de documents (livres, périodiques, thèses et mémoires, coupures de presse, CD ROM, etc...), une base de données mise à jour et fournit des services à ses membres et aux chercheurs invités (aide à la recherche d’information, compilation bibliographique thématique, dossiers de presse...).

La diffusion des résultats est un des objectifs spécifiques essentiel : pour ce faire, le CODESRIA a développé un important programme de **publications** et cherche à toucher un lectorat au-delà du continent. Il publie 5 revues bilingues et multilingues<sup>11</sup>, ainsi qu’un Bulletin trimestriel (en français, anglais, portugais et arabe). Par ailleurs, pas moins de 100 ouvrages ont été publiés depuis 1981. C’est incontestablement une institution pionnière assurant la visibilité des productions des chercheurs africains : par exemple de 1982 à 1992, parmi les 5 plus grandes revues de sciences sociales publiées au Nord, seuls 23 articles étaient

---

<sup>10</sup> En ce qui concerne le financement, le CODESRIA bénéficie de : subventions des gouvernements africains, de contributions sollicitées auprès des agences d’aide bilatérale, des fondations privées, de cotisation des membres et des recettes de la vente des publications.

<sup>11</sup> Afrique et Développement ; Revue africaine de sociologie ; Revue africaine de relations internationales ; Afrika Zamani ; Identités, culture et politique : un dialogue afro-asiatique ; Revue de l’enseignement supérieur en Afrique.



issus de chercheurs africains. Avec la seule revue *Afrique et Développement*, sur les 246 articles publiés sur la même période, 200 étaient issus d'auteurs africains.

Ses activités sont aussi orientées vers les **politiques**. Le CODESRIA montre sa volonté de communiquer les résultats de recherche avec les décideurs politiques et aussi d'intégrer les réactions des intellectuels chargés de politiques publiques dans le processus de recherche. Il a aussi mis en place quelques programmes spécifiques (sur le financement de l'éducation par exemple).

#### *b) Renforcer les capacités de recherche.*

Le CODESRIA vise à renforcer les capacités des chercheurs africains, quelque soit leur âge ou leur discipline, et ce dans deux directions :

- le **financement** : le Conseil propose des subventions pour permettre aux chercheurs d'effectuer leur enquête de terrain (70 à 100 par an), des prix de thèses et des bourses pour la recherche approfondie.
- la **formation** : le Conseil a créé toute une gamme de formations continues comme des ateliers méthodologiques pour les étudiants de 3<sup>ème</sup> cycle, des programmes de manuels de cours, un campus annuel des sciences sociales, des grandes conférences annuelles itinérantes... Mais, la formule phare de ces formations reste les *instituts* thématiques d'été.

#### *2. une démarche volontariste pour intégrer le « genre ».*

Le CODESRIA a un **programme de recherche sur le genre** qui vise le renforcement de la recherche et analyse sur le genre. Ce programme a été mis en place depuis 1983. Il repose sur :

- des *formations*
- différentes *bourses de recherche*
- des *activités de publication*.

Au niveau du Secrétariat, une Cellule de coordination sur le genre a été mise en place, sous la direction du Secrétaire exécutif. Cette cellule est chargée du suivi et de la coordination de l'ensemble des programmes sur le genre menés au niveau des différents départements du Conseil. Il est aujourd'hui considéré comme un des programmes « phares » du Conseil.

L' institut sur le genre est devenu une activité repère dans le cadre de ce Programme sur le genre du CODESRIA

## **B- L'Institut sur le genre : une formation pour chercheurs.**

L'Institut sur le genre a été lancé en **1996**, en tant que volet important du Programme du CODESRIA sur le genre. (1) Mais il constitue surtout une **formule originale et pertinente** dans l'objectif du renforcement des capacités de recherche et de sensibilisation sur le genre (2).

### *1. L'Institut sur le genre : historique et évolutions.*

La création de l'institut a répondu aux pressions de la communauté féministe africaine, avec en tête **Fatou SOW**<sup>12</sup>.

Pendant les toutes premières années, l'institut visait à sensibiliser sur la dimension « genre ». Puis il a été organisé autour de thèmes spécifiques visant à renforcer l'analyse de genre dans les recherches en sciences sociales. Les objectifs actuels sont donc :

- assurer une plus grande **sensibilisation aux questions de genre**
- favoriser **l'intégration volontaire de l'analyse sur le genre dans la recherche en sciences sociales en Afrique**
- favoriser **l'intégration du genre dans les méthodes de recherche** en sciences sociales.

---

<sup>12</sup> De nationalité sénégalaise, elle est de cette première génération de chercheurs des pays du Sud qui ont présenté une vision du développement qui a contribué à donner une voix à ceux qui n'en avaient pas : les femmes : et à s'interroger sur les effets de la structuration en Afrique des relations entre les hommes et les femmes.

Elle offre une critique féministe de la sociologie. Fatou Sow explique que les sociétés africaines ne sont pas asexuées et développe une analyse sociale intégrant tout ce que vivent les femmes. Fatou Sow poursuit ses recherches à l'Ifan, l'institut de recherche de l'université de Dakar, ainsi qu'au CNRS, dans un laboratoire de recherche de Paris VII. Car c'est à Paris qu'elle a soutenu sa thèse d'Etat en sociologie, dont le thème résume l'esprit de ses travaux: «Comment inclure les femmes dans les sciences sociales en Afrique».

Fatou Sow assure, depuis plusieurs années, un enseignement sur la Sociologie de la famille et des rapports sociaux de sexe et s'est engagée à promouvoir la question des femmes dans les sciences sociales africaines. Elle a largement contribué aux débats sur la santé, la sexualité, les activités économiques et politiques et les droits des femmes en Afrique.

Elle a notamment écrit récemment:

- *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines*, Ayesha Imam, Amina Mama et Fatou Sow (sous la dir. de), version française de Engendering African Social Sciences, éditée par Fatou Sow, Karthala, Paris, 2003.

- « Pour une relecture africaine du Rapport mondial sur le développement humain : Égalité sociologique entre les sexes et développement humain (édition 1995) », in Pour une relecture africaine des rapports mondiaux sur le développement humain, PNUD, Lagos, 2002.

- *Notre corps, notre santé : Santé et sexualité des femmes en Afrique subsaharienne*, Fatou Sow et Codou Bop (sous la dir. de), l'Harmattan 2003.

Ainsi, les différents thèmes choisis ont été :

- 1997 : *hommes, femmes et violence.*
- 1998 : *hommes et femmes entre les sphères privée et publique.*
- 1999 : *hommes et femmes dans l'économie plurielle africaine.*
- 2001 : *famille, sexualité et reproduction en Afrique.*
- 2002 : *globalisation, genre et commerce.*
- 2003 : *genre, sciences et technologie.*
- 2004 : *genre et économie domestique.*

Ces instituts ont donné lieu à des publications.<sup>13</sup>

## 2. La formule « institut » : une approche originale de formation des chercheurs.

l'Institut sur le genre constitue une **réponse originale et efficace pour le renforcement de l'intégration du genre dans la recherche** : elle réside dans une formule particulière, l'« **institut** » qui allie sensibilisation, formation et aide à la publication. Il existe aujourd'hui 4 instituts thématiques : gouvernance, enfance et jeunesse, santé et genre. L'institut sur la gouvernance est le plus ancien : il a été lancé à Dakar en 1992. Le dernier en date est celui sur la santé qui connaît sa première session en 2004. Ils fonctionnent tous selon une même formule. Quelle est cette formule ?

L'objectif de ces instituts est de renforcer les capacités des chercheurs africains sur une thématique précise, notamment en leur fournissant des outils méthodologiques. Le système de participation est conçu de sorte à transcender les barrières disciplinaires et linguistiques : la participation est multidisciplinaire, représentative de l'ensemble du continent africain. Les candidats sont sélectionnés environ un mois à l'avance sur la base de proposition de recherche répondant à un appel d'offre largement diffusé. Une fois « lauréats », tous les frais (déplacement, hébergement, indemnisation pendant la durée de la session et au moment de la publication le cas échéant) sont intégralement pris en charge par le CODESRIA.

---

<sup>13</sup> Pour plus de détails, consulter le site du CODESRIA : <http://www.codesria.org>

Ce qu'il est intéressant de noter est que ces instituts ne sont pas des rencontres de chercheurs « classiques », de type séminaire ou colloque. Ils se rapprocheraient plus des universités d'été, mais sans leur caractère formel. L'**originalité** de la formule repose sur :

- **un groupe restreint mais hétérogène** : les lauréats sélectionnés sont en moyenne entre 12 et 15. 5 personnes ressources et un( e) directeur (rice) sont ensuite choisis, ce qui fait un total de maximum 21 personnes. Cela permet un réel suivi personnalisé des lauréats, et donc une *formation optimale*. Par ailleurs, toutes les personnes sélectionnées sont issues d'horizons géographiques et disciplinaires différents, ce qui enrichit considérablement le dialogue.
- **la durée** : les instituts durent en moyenne de 4 à 6 semaines, ce qui permet aux lauréats de réellement entamer une réflexion autour du thème et de l'approfondir collectivement. Par ailleurs, l'institut ne s'arrête pas une fois les participants rentrés chez eux : la session dure 4 à 6 semaines, mais les lauréats sont amenés à revoir leur proposition de recherche une première fois pendant la durée de la session, puis ensuite autant de fois que nécessaires avant d'aboutir à la publication éventuelle. Donc, une fois la session terminée, le directeur de l'institut et les personnes ressources restent à la disposition des lauréats pour les relectures des propositions en vue de leur amélioration. On peut donc véritablement parler d'un suivi post-session, l'institut durant donc en réalité beaucoup plus que 4 à 6 semaines stricto sensu.
- Une forte dimension de **formation participative** : la session se découpe en fait en deux « parties »
  - Les lauréats présentent chacun leur proposition de recherche : cela donne lieu à une discussion ouverte entre les participants autour de questions de choix méthodologiques et théoriques aussi bien que des questions de fond alimentant un débat intense autour de la problématique de l'institut. Par ailleurs, toutes les remarques fournissent au lauréat la base pour une correction de sa proposition de recherche tout au long de la session.
  - Cela s'accompagne de « cours » participatifs, dispensés par les personnes ressources, spécialisées sur une thématique. Cela fournit aux lauréats une solide base de données sur le thème, alimentant encore un peu plus le débat.

Par cette formule pédagogique, il s'agit en fait d'atteindre 3 objectifs :

- permettre aux lauréats d'acquérir et de renforcer leur connaissance sur le thème de l'institut.

- Permettre aux candidats d'améliorer leur rédaction d'article (notamment du point de vue de la méthodologie).
  - Susciter le débat sur le thème choisi.
- **L'objectif final** : la publication dans un ouvrage collectif des articles retravaillés issus des propositions de recherche afin de favoriser la visibilité des productions de recherche de façon collective et individuelle.
  - **L'accompagnement dans la recherche** : le CODESRIA met à la disposition des lauréats tout au long de l'institut toute une série d'outils afin d'affiner leur recherche (accès au CODICE, visite de centres de recherche pertinents, livres offerts, carte de photocopies à disposition, etc...)
  - Le fait que les lauréats deviennent **membres** : ils sont alors associés aux activités du CODESRIA après la fin de la session. Par ailleurs, le CODESRIA encourage la création de réseaux transnationaux entre les candidats d'un même institut. La dynamique engagée continue donc encore après la fin de la session.

Le succès de la formule s'explique par son caractère très participatif et aussi sa capacité à s'adapter ; un bilan complet, à l'aide de questionnaires permettant à l'équipe d'améliorer sans cesse la formule. La difficulté majeure rencontrée par ces instituts tient dans la lenteur du processus de publication : cela demande des relectures incessantes, ce qui pose des problèmes si par exemple le directeur ne parle pas la même langue que certains candidats... Si bien que toutes les propositions ne donnent pas lieu à une publication. Mais des aménagements sont en cours afin d'améliorer encore ce suivi.

Notons surtout que cette formule, complète et éprouvée, est **tout particulièrement pertinente dans le cadre des questionnements sur le genre** où, comme on l'a dit en introduction<sup>14</sup>, les retards dans la prise en compte du genre en sciences sociales résident dans :

- une méconnaissance de l'objet (le « genre »)
- une faible visibilité des travaux de recherche

Or, une telle formule, alliant formation et aide à la publication, répond donc assez bien à ces enjeux.

---

<sup>14</sup> voir page 4.

L'institut sur le genre vise à renforcer l'intégration du genre dans la recherche en sciences sociales en prenant le problème à la base : la sensibilisation et la formation des **chercheurs**. Il convient donc maintenant de s'intéresser aux chercheurs qui participent à ce type de formation thématique : quel est le *public* de chercheurs concerné concrètement par cet Institut ?

### **C- Les participants à l'Institut sur le genre : quel profil ?**

L'institut sur le genre regroupe chaque année une quinzaine de chercheurs africains : quel est leur profil ? **Qui participe à ce type d'institut sur le genre ? Comment envisagent-ils l'approche genre dans leurs recherches? Qu'est-ce que ce type d'institut peut leur apporter ?**

On a essayé de chercher à mieux cerner leur profil à partir de la participation à la session 2004 de l'Institut sur le genre.

Afin de mieux cerner les profils des participants à cet institut, on a choisi de procéder par **questionnaires auto administrés** complétés par des entretiens ouverts dans certains cas. Rappelons que les lauréats étaient au nombre de 15, auxquels on doit rajouter le directeur, ce qui fait un total de 16 personnes interrogées. Néanmoins, 11 questionnaires ont pu être exploitables. C'est sur cette base que l'on va essayer de répondre à la question :

Le questionnaire est divisé en trois parties : la première concerne la présentation personnelle, puis la deuxième traite de l'approche genre telle que retenue par le participant , enfin la dernière<sup>15</sup> envisage les futures collaborations entre ces chercheurs et le Réseau Genre En Action.<sup>16</sup>

Parmi les 15 lauréats, on trouve 8 femmes et 7 hommes. Cela pourrait sembler le fruit d'une démarche volontariste du CODESRIA dans la sélection des candidats pour avoir une certaine parité femmes/hommes, même si le CODESRIA lui-même avoue de pas spécialement

---

<sup>15</sup> Elle ne nous intéresse pas directement pour tracer le profil des chercheurs présents, mais sera plus analysée dans la dernière partie du rapport.

<sup>16</sup> Voir en annexe le modèle du questionnaire.

chercher la parité à tous prix mais sélectionne surtout les lauréats sur la base de la qualité du travail qu'ils ont envoyé<sup>17</sup>.

La moyenne d'âge est de 35-40 ans. Il y a quasiment autant de pays que de participants<sup>18</sup>, ce qui a posé le problème de la langue de travail. En effet, 8 sont francophones, 7 anglophones et un lauréat est bilingue<sup>19</sup>. Le maximum de documents a été traduit et lors de la session, chacun parlait dans sa langue et des traducteurs se chargeaient de traduire en simultané. On note donc un effort important pour assurer la pluralité linguistique.

La plupart des lauréats sont des enseignants-chercheurs. Ils ont quasiment tous achevé leur DEA ou DESS et sont en train de préparer une thèse de doctorat. Ils sont issus de disciplines très différentes : économie (2), sociologie (2), sciences politiques (2), sciences de l'environnement, sciences de l'éducation, littérature et psychologie.

Les thèmes de recherche des lauréats (en dehors de l'institut) sont eux aussi très *diversifiés*<sup>20</sup> mais on peut noter que la femme ou le genre<sup>21</sup> y occupent une place de choix<sup>22</sup>. De manière générale, le genre n'est pas le thème principal de leur recherche, mais plus une approche. Notons que quelques candidats (4) sont issus de départements « genre »<sup>23</sup>, mais pour la plupart, ce ne sont pas des spécialistes de genre : certains (3) se sont intéressés au genre pour les besoins de l'Institut. Pour ces derniers, l'Institut joue alors bien son rôle aussi de **sensibilisation** sur les questions de genre dans la recherche en incitant de jeunes chercheurs à s'intéresser au genre. Pour les autres, le genre fait partie d'un ensemble d'approches choisi

---

<sup>17</sup> Dans la sélection des candidats, le critère essentiel est la qualité des papiers présentés ; la parité des lauréats est un critère implicite, secondaire.

<sup>18</sup> Les 16 candidats sont originaires de : Mali, Nigéria (3), Kenya (3), Sénégal, RDC (2), Bénin, Maroc, Congo, Afrique du Sud, Ouganda et Cameroun.

<sup>19</sup> Il est intéressant de noter que de ce point de vue là, le CODESRIA cherche aussi une certaine « parité » anglophones/francophones, sans que cela ne soit ouvertement un objectif.

<sup>20</sup> Voici quelques exemples : Les identités culturelles africaines (apport du conte dans l'éducation traditionnelle chez les Vili), GOMAS Aimée Noelle ; finance et économie publique, Brahim ELMORCHID ; la gestion des ressources naturelles, Philomène LOKOSSOU ; femmes et action politique en RDC, Jacques TSHIBWABWA-KUDITSHINI ; mariage et divorce au Sénégal, Fatou Binetou DIAL ; sexuality and reproductive rights, Solomon C.J.MUMAH ; migrations (Onipede WUSU) ; la notion de personne dans le choix des conjoints en milieu traditionnel bamanan : cas de Sékoro, Binthily Youma MACALOU ; etc...

<sup>21</sup> voir infra, partie II, C, 3.

<sup>22</sup> avec par exemple : Jacques TSHIBWABWA-KUDITSHINI, Fatou Binetou DIAL....

<sup>23</sup> Département genre et développement, IAMD (04 BP 0670 Cotonou, **Bénin**)

Département Genre, Centre d'Etudes Politiques (CEP), Université de Kinshasa, **RDC**

([www.cepunikin/lycos.com](http://www.cepunikin/lycos.com)) : créé il y a deux ans à la suite d'un atelier de réflexion. Les deux lauréats du CEP sont chargés d'animer ce département avec l'aide d'un autre chercheur. Ils essaient d'introduire des cours sur le genre au CEP, mais rencontrent beaucoup de difficultés. La structure est encore jeune.

Department of Women and Gender Studies, Faculty of Social Sciences Maker (PO BOX 7062 Kampala, **Uganda**, [www.makere.ac.ug/womenstudies](http://www.makere.ac.ug/womenstudies)) : il a été mis en place en 1991 et propose à la fois des formations universitaires (bachelor of arts, master of arts, un programme doctoral et post-doctoral) et des formations continues destinées aux étudiants d'autres facultés, aux décideurs politiques, aux membres d'ONG, etc...(avec des cours du soir, des cours sur « genre et NTIC » par exemple). Il a aussi mis en place tout un programme autour de « genre et décentralisation ». Enfin il propose de services de consultance sur demande, à la fois au niveau local mais aussi international.

pour leur recherche ; pour eux l'Institut constitue donc une chance pour **renforcer** leurs connaissances sur le thème.

La quasi-totalité considère d'ailleurs que le genre est plutôt bien intégré dans leur discipline, même si beaucoup reconnaissent que c'est encore récent. On peut noter toutefois que deux lauréats soulignent la difficulté de l'intégration de l'approche genre en sciences politiques. Mais ces chercheurs avouent rencontrer des difficultés pour traiter de la question de genre d'un point de vue essentiellement *méthodologique*, mais aussi parfois *bibliographique*. C'est précisément sur ce point que l'Institut est censé les aider : le CODESRIA a fourni une bibliographie détaillée des ouvrages traitant du thème « genre et économie domestique » disponibles au CODICE, et les interventions des personnes ressources sont censées orientées les lauréats méthodologiquement. Pour tous les lauréats, il s'agit donc de fournir des **outils** pour mieux comprendre et intégrer le genre dans les recherches en sciences sociales.

Avant de conclure, notons qu'il ne faut pas perdre de vue que la participation à un institut du CODESRIA, du fait de son prestige sur le continent, **quelque soit le thème**<sup>24</sup>, est une opportunité très importante pour ces jeunes chercheurs. Ils se voient du coup reconnaître (et connaître) en dehors de leur pays d'origine. Cela va aussi leur apporter une valeur ajoutée importante une fois de retour dans leur laboratoire de recherche en terme de légitimité. A titre d'exemple, notons que Susan Yene AWASOM était une ancienne lauréate de l'Institut sur le genre et qu'elle est venue en 2004 en tant que personne ressource<sup>25</sup> : elle symbolise assez bien le parcours (potentiel) des lauréats. La participation à un institut est un levier dans leur carrière naissante. Ainsi, si pour certain(e)s la participation à l'Institut sur le genre spécifiquement était un choix volontariste (compte tenu de leurs travaux de recherche en cours), pour d'autres, travailler sur le genre était plus une opportunité pour participer à un institut du CODESRIA. Conformément à sa vocation, l'Institut sur le genre incite donc bien des chercheurs à travailler sur le genre (même si de façon ponctuelle)<sup>26</sup> ; la renommée scientifique du CODESRIA aidant à attirer ces jeunes chercheurs.

Ce qu'il ressort de ce bref profil c'est que :

---

<sup>24</sup> rappelons qu'il y a 4 instituts thématiques organisés tous les ans par le CODESRIA.

<sup>25</sup> Sur le thème : analyse de la gestion de la terre orientée vers le genre : cas des bouviers et des agricultrices Peulhs de la province Nord du Cameroun.

<sup>26</sup> Mais on peut se demander légitimement si cela va (suffire à) les encourager à travailler à partir d'une perspective « genre » par la suite. Toutefois le but de l'Institut est de les sensibiliser sur ce thème, même si cela ne fait pas d'eux ensuite des « convertis »... cela va accroître la légitimité des études sur le genre.



- les lauréats sont marqués par leur **hétérogénéité**, tant d'un point de vue géographique que disciplinaire, ce qui permet à la fois de confronter des terrains aux réalités parfois différentes et de comparer les méthodes de chacun.
- Néanmoins, ils forment un groupe relativement homogène en ce qui concerne leur statut et leur niveau d'études : ce sont des **chercheurs en début de carrière**. Il semble en effet que ce soit la cible la plus appropriée dans la mesure où les lauréats ont ainsi un minimum de connaissances acquises (pas des débutants), mais en même temps ils peuvent encore (mieux) intégrer le genre dans leurs recherches en cours.
- Enfin et surtout, on peut distinguer :
  - o Ceux pour qui l'institut sur le genre est une « **sensibilisation** » sur le genre (c'est-à-dire ceux qui sont des novices)
  - o Ceux pour qui l'institut sur le genre est un **renforcement** des connaissances sur les questions de genre (c'est-à-dire ceux qui abordent déjà le genre dans leurs propres recherches).

Ainsi, les lauréats ne sont (en général) **pas des spécialistes de genre**, mais certains ont déjà abordé le genre d'une manière ou d'une autre dans leur recherche sans pour autant en faire le thème principal.

L'institut constitue donc pour chacun une *formation*, que ce soit une formation « découverte » ou « renforcement » : l'Institut leur permettant d'*approfondir* leurs connaissances et méthodologie en vue d'une meilleure intégration du genre dans leur recherche.

**Donc, à partir de l'études des lauréats 2004 de l'Institut sur le genre, on peut conclure que : les participants n'apparaissent pas comme des spécialistes en genre.**

**L'idée c'est que les participants à cet institut ont un intérêt quelconque pour les questions et/ou approche de genre, mais ils ne l'ont pas intégré, ou partiellement et sauf quelques exceptions dans leurs travaux de recherche, ce qui renforce l'objectif premier de cet institut qui est la sensibilisation et la légitimation (en les rendant visibles) des travaux sur le genre.**

Il s'agit maintenant de réfléchir à la portée scientifique de l'Institut : **comment y parle t'on de « genre » ?** Pour ce faire, on va réfléchir à partir de la session 2004 de l'Institut sur le genre dont le thème était : « le genre dans l'économie domestique ».

## **II- Une application concrète : l'économie domestique et le genre, session 2004 de l'Institut sur le genre.**

La session 2004 de l'Institut sur le genre avait pour thème « le genre dans l'économie domestique ». Quels sont les enjeux théoriques du thème retenu par le CODESRIA (A) ? Comment le thème a-t-il été traité au cours de l'Institut à partir des différentes propositions de recherche (B) ? Et quelles pistes de réflexion générale s'en dégagent (C) ?

### **A- Genre et économie domestique : quelques repères.**

Il s'agit ici de s'interroger sur l'intérêt, les enjeux et la pertinence du thème retenu par le CODESRIA, notamment dans le contexte africain.<sup>27</sup> Pour cela, il faut d'abord tenter de comprendre le choix heuristique d'une perspective de genre dans l'analyse de l'économie domestique (1), avant d'en comprendre les enjeux contemporains dans les contextes africains (2).

#### *1- L'économie domestique revisitée par le genre.*

Le *genre* désigne les rapports sociaux de sexe : à la différence de la notion de « sexes » qui procède d'une sorte de caractéristique biologique, le genre est un principe d'organisation sociale, c'est un construit social et historique.

De sorte que les analyses intégrant le genre mettent l'accent sur les différences et inégalités entre les hommes et les femmes.

Cette année, avec le thème « genre et économie domestique », le CODESRIA a choisi de s'intéresser au niveau microsocial, c'est-à-dire l'étude des rapports sociaux de sexe à l'intérieur de la sphère privée.

*L'économie domestique* n'est pas une notion aux contours précis : elle n'a pas été définie clairement par la science économique, et est utilisée avec des significations variées par l'ensemble des sciences sociales. D'ailleurs la délimitation de ses dimensions est un de ses enjeux. Néanmoins, par soucis de clarté, on peut essayer d'en donner une définition assez flexible. Ainsi, l'économie domestique peut être comprise comme **l'organisation qui préside à la vie domestique visant le bien être de la famille, y compris sa survie.**

---

<sup>27</sup> On s'appuie ici essentiellement sur la présentation du thème dans l'appel d'offres du CODESRIA, sur quelques textes supports fournis aux lauréats et enfin sur l'orientation générale telle qu'elle ressortait des discussions lors de la session.

Pendant longtemps, l'économie domestique n'a pas été considérée comme un objet d'étude. En effet, à la base de l'économie domestique se trouve la notion de « ménage ». Or le ménage était perçue comme une « boîte noire », dont on postulait : l'unité de décision, la communauté de ressources et la cohésion de ses membres (assurée par le chef de ménage). Mais dès les années 1960 et 1970, de nombreuses études (d'abord féministes) ont montré les limites fondamentales de ces postulats et ont au contraire mis en avant le fait que *l'allocation des ressources (revenu), du travail, des facteurs de production, du temps, etc... au sein du ménage n'est pas neutre sexuellement*. En effet, **il s'agit ainsi d'un processus de socialisation et de reproduction de la force de travail.**

L'analyse de l'économie domestique en terme de genre a ainsi permis de :

- Rendre visibles les activités liées à l'économie domestique qui relèvent du travail productif sans que cela ne soit reconnu (travail domestique, travail bénévole, production de subsistance et secteur informel), et qui sont *dominées* par les femmes (sans que cela ne soit exclusif toutefois).
- Valoriser le travail reproductif (soins aux personnes, ménage, etc..) *cantonné* aux femmes au sein de l'économie domestique qui fait d'elle l'acteur primordial de l'économie du « bien être ».

Ces données sont essentielles dans le contexte de formulation de politiques économiques et sociales efficaces : cela est tout particulièrement flagrant dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Lutter efficacement contre la pauvreté nécessite d'identifier les personnes dites « vulnérables » parmi lesquelles on trouve les femmes : la pauvreté touche plus les femmes parce qu'elles sont dominantes dans le secteur informel qui, par définition, est instable ; et qu'elles consacrent le plus clair de leur temps au travail domestique qui est non rémunéré parce que non reconnu comme tel. Lutter contre la pauvreté oblige ainsi à prendre en compte tous ces facteurs.

En bref, le CODESRIA propose de s'interroger sur la **structuration de l'économie domestique, en cherchant à analyser ses facteurs et ses évolutions, et notamment la centralité du rôle de la femme.**

## 2- La crise multiforme et ses conséquences sur l'économie domestique d'un point de vue de genre en Afrique.

La réflexion sur la structuration de l'économie domestique est particulièrement pertinente dans le contexte des sociétés africaines, comme l'a bien compris le **féminisme africain**<sup>28</sup> qui en fait sa spécificité en s'intéressant prioritairement :

- au concept de ménage
- à la division du travail notamment dans la production agricole. Ce qui pose des problèmes comme l'accès à la propriété pour les femmes.
- à la notion de soins aux personnes, notamment dans le contexte de forte prévalence du VIH SIDA sur le continent.
- à la féminisation de la pauvreté, telle que mise en exergue depuis quelques années par les grands institutions internationales.

Plus qu'un espace géographique, le féminisme africain est un indicateur de conditions. Et ces conditions évoluent.

En effet, l'économie domestique est marquée par certaines permanences (notamment la recherche du bien être de la famille), mais son environnement n'est pas neutre. Or l'environnement social, économique et politique des sociétés africaines a été marqué par des évolutions importantes telles que la **crise économique** rampante qui sévit sur le continent depuis l'introduction des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) dans les années 1980

---

<sup>28</sup> Les thèmes abordés par le féminisme africain se concentrent justement sur des questions liées à l'économie domestique qui en fait en quelque sorte son cheval de bataille. Cela renforce la pertinence de cette question dans le contexte africain.

Parler de féminisme en Afrique pose problème, mais ce qui pose réellement problème c'est le terme en lui-même qui est très fortement connoté et associé à l'Occident. On a trois attitudes face au féminisme en Afrique : ceux qui pensent que le féminisme est totalement inadapté au contexte social, politique et économique du continent ; ceux qui sont d'accord avec l'idéologie contenu dans le terme (c'est-à-dire la nécessité de réduire les inégalités) mais cherchent encore d'autres termes pour rendre compte du contexte africain (notamment avec Alice Walker et le « womanism » ou le féminisme musulman, etc...) ; et enfin celles qui sont d'accord avec le terme à condition de bien en préciser le sens dans le contexte africain. Ainsi, par exemple, Sira DIOP, féministe malienne pionnière, affirme : « nous, nous ne brûlons pas nos soutiens-gorges, tout ce que nous voulons, c'est un peu de temps libre ».

Le féminisme africain (ou d'ailleurs serait-il plus judicieux de parler deS féminismeS africainS) est marqué par des spécificités par rapport au féminisme occidental : il n'y a pas d'attaque frontale des traditions ancestrales i des hommes ; souvent lié au nationalisme donc fondé très fréquemment sur une critique du féminisme occidental ; le féminisme est devenu aussi une sorte de commerce dans la mesure où les questions de femmes se sont inscrites sur l'agenda international ce qui rend parfois le « féminisme » africain un peu instrumental ; mais ce qui le caractérise le plus c'est la recherche du compromis avec la complémentarité avec les hommes (en effet les thèmes de maternité, de famille restent centraux..).

Pour des compléments et des éclairages, voir notamment :

« African feminisms » I, II, III, *Agenda* n°50 (2001), 54 (2002); dossiers spéciaux.

*African feminism, the politics of survival in sub-saharan Africa*, G.MIKELL (dir.), University of Pennsylvania, Philadelphia, 1997, 360p.

avec pour conséquences l'érosion des capacités de l'Etat, notamment dans la provision des services sociaux, la montée de la précarité, du chômage... ; ou encore les **conflits** et guerres civiles localisées et les déplacements de populations qui en résultent... etc. Autant de phénomènes qui ont des conséquences directes sur le ménage et donc sur l'économie domestique :

- changements dans la *division sexuelle du travail* (face au chômage des hommes) et création de nouveaux groupes d'activités gérées par les femmes (notamment dans le cadre de stratégies de survie).
- nouvelles pressions sur *l'allocation de temps* chez les femmes.
- émergence de nouvelles *identités* de genre avec notamment la montée des femmes chefs de ménages.

Dans ce contexte, le CODESRIA a choisi d'isoler trois axes principaux de recherche :

- 1) **évolution des besoins liés au bien être de la famille**
- 2) **évolution de la division sexuelle du travail au sein du foyer.**
- 3) **effets de la recomposition concomitante des relations hommes/femmes et notamment de leurs identités.**

La présentation des différentes propositions de recherche va permettre de mieux comprendre les enjeux de la structuration de l'économie domestique en terme de genre, à partir *d'études de cas* choisies par les lauréats.

## **B- Etudes de cas (15).**

15 propositions de recherche ont été présentées lors de la session 2004 de l'Institut sur le genre. Qu'il s'agisse de la présentation des premières conclusions de recherches déjà en cours ou de projets en gestation, ces travaux couvraient des champs très différents : tant du point de vue de l'approche retenue que des thématiques en elles mêmes et des terrains d'étude.

Cette **hétérogénéité** a ainsi permis saisir les dimensions multiples du concept d'économie domestique. Il en est ressorti un dialogue entre disciplines aux méthodologies variées, entre terrains aux réalités dissemblables autour d'un thème pourtant commun.

Suite à une présentation orale d'une vingtaine de minutes, le débat était ouvert, d'abord par un rapporteur et un discutant choisis à l'avance, rejoints ensuite par la totalité des lauréats. Les discussions étaient le plus souvent très animées, tournant très souvent autour de questions sur la méthode ou de conseils pratiques pour améliorer la proposition de recherche.

Voici un résumé de chacune de ces 15 propositions de recherche<sup>29</sup> :

1- « Genre et pauvreté au Mali. Le maraîchage dans l'économie domestique à Bamako », Binthily Youma MACALOU (Université de Bamako, Mali).

Il s'agit ici d'analyser les stratégies mises en œuvre par les femmes, face à la dégradation des niveaux de vie des ménages : parmi ces stratégies, le choix s'est porté sur le maraîchage. Il permet en effet de saisir et d'évaluer l'apport des femmes dans les ménages. Cela pourrait être source d'émancipation.

Le maraîchage n'a pendant longtemps pas été considéré comme une activité génératrice de revenu en tant que telle : perçu comme une culture d'appoint, il n'était donc pas pris en compte dans la comptabilité nationale. Or cette activité est aujourd'hui en pleine expansion et occupe une place de choix dans les ressources de subsistance. Elle est pratiquée par les couches les plus vulnérables : les jeunes et les femmes.

L'auteur propose d'initier une réflexion **sur le positionnement de la femme dans la filière maraîchère et ses effets**. Cela amène à se demander : comment étudier les rapports de genre à partir de l'analyse du maraîchage ? Comment les femmes arrivent t'elles à organiser la filière pour positiver leur statut ?

Si le maraîchage permet à la fois la sécurité alimentaire du ménage et une source de revenu personnelle pour la femme ; cela ne semble **pas s'accompagner pour autant d'une amélioration du pouvoir de décision de la femme au sein du ménage**.

Pour tester ses hypothèses, l'auteur a choisi à la fois la recherche bibliographique et les guides d'entretiens ainsi que les récits de vie à Bamako.

---

<sup>29</sup> Telles que présentées par les lauréats.

2- « Le divorce dans les différentes catégories sociales à Dakar »,  
Fatou Binétou DIAL (IRD, Dakar, Sénégal).

Le Sénégal connaît depuis le début des années 80, un grave crise économique. La pauvreté qui en résulte a tendance à toucher plus les femmes. L'archétype de l'appauvrissement de la femme est la figure de la femme divorcée avec enfants (ou les femmes chef de famille, mais cela recoupe des réalités très différentes). En effet, le divorce accroît la vulnérabilité économique des femmes.

Pour comprendre le divorce il faut savoir que le mariage, au Sénégal en particulier, tient une place prépondérante, qui donne à la femme sa « valeur » sociale. De manière générale, le statut de l'individu marié (homme ou femme) prévaut. Cela s'explique par le tabou autour de la sexualité, qui ne peut être qu'acceptable socialement que dans le cadre du mariage.

Or l'institution du mariage est aujourd'hui bouleversée, tant par l'urbanisation, la scolarisation croissante des filles, le recul de l'âge du mariage, que par le chômage... Les rôles de la femme et de l'homme au sein du mariage sont troublés (l'homme ne pouvant plus assumer à lui seul l'entretien du ménage, la femme doit elle aussi travailler), cela pouvant créer des conflits, voire des ruptures.

**Quelles sont les causes des divorces à Dakar ? Quelles sont les conséquences de ce divorce et les suites (pour la femme) ?**

L'auteur a déjà mené des études sur ce thème, notamment dans le cadre d'un mémoire de DEA, et elle travaille maintenant sur sa thèse au sein d'une recherche collective (équipe JEREMI- Jeunesse Recompositions familiales, éducation, mariage et inégalités) à l'IRD-UCAD. Elle présente ici certaines pistes et hypothèses issues de recherches en cours.

Selon les données disponibles, 1/3 des mariages à Dakar se finirait par un divorce. La rapidité des remariages ne permet cependant pas d'avoir des chiffres très précis.

L'étude a été menée à Dakar parmi les femmes divorcées, à partir d'étude de biographies et d'entretiens qualitatifs.

Il s'agissait de mettre l'accent sur le parcours matrimonial des femmes, car force est de constater que les femmes ne restent pas longtemps divorcées. En effet, l'étude a surtout permis de mettre en doute l'hypothèse selon laquelle les femmes chercheraient (et surtout trouveraient) dans le divorce l'émancipation. En effet, le divorce reste encore très stigmatisant pour la femme, qui, face à la pression sociale, cherche donc avant tout à se remarier. Le divorce doit donc être compris comme un état transitoire dans le cycle matrimonial : le **remariage est donc une partie intégrante du divorce**. Le divorce peut être une opportunité pour les femmes d'épanouissement et d'émancipation, mais ce n'est pas suffisant : cela

marche surtout dans le cas où les femmes divorcées avaient déjà une certaine autonomie économique avant leur divorce....

3- « Gender in the economy of care »<sup>30</sup>, Roseline M.ACHIENG (University of Bielefeld, Allemagne).

L'auteur cherche à voir comment les interrogations suscitées dans son propre travail de recherche peuvent trouver un écho intéressant dans le cadre du thème "genre et économie domestique". Elle est en effet en train de finir sa thèse de doctorat qui traite de **la place centrale de la femme non seulement au sein du ménage, mais aussi de la communauté et du marché local en général ; et ce dans un double contexte de conflits violents et de déplacements (en tant que nouveaux phénomènes sociaux).**

Il en ressort que :

- les femmes sont engagées dans des activités économiques multiples, ce qui conduit à une nouvelle division du travail, d'où émerge la notion de « **co opération** » (entre les femmes déplacées et les jeunes hommes issus de groupes ethniques différents, mais aussi entre mères et filles).
- l'identité est aussi en plein mouvement : dans la recherche d'une nouvelle identité, la femme kikuyu semble faire preuve de « translocalité ». on peut parler d'une nouvelle catégorie de femmes : les « social men » ou « female breadwinners ».

Cela crée, d'une part, un **nouvel espace économique** (notamment dans le domaine de l'économie informelle). Mais aussi de **nouveaux espaces pour les femmes** (comme par exemple les églises, où elles se réunissent pour organiser des changements sociaux).

De manière plus globale, l'auteur se propose de chercher à comprendre les différentes formes des coopération et de réseaux formés par les femmes dans le cadre de l'économie domestique ; de saisir la signification des changements des activités économiques (et notamment dans une perspective de relations de genre) ; comprendre en parallèle les nouvelles identités de genre qui émergent et qui sont parfois en conflit entre elles (et ses conséquences sur l'économie domestique) ; et enfin comprendre les espaces émergents pour les femmes, notamment au regard du secteur tertiaire et des groupes de la société civile.

Il s'agit en fait de s'interroger sur **les marges de manœuvres des femmes** : comment sont-elles intégrées dans la société ? Comment sont-elles maintenues et comment les femmes sont-elles intégrées dans la politique et dans le processus de prise de décision ?

---

<sup>30</sup> « Le genre dans l'économie domestique ».



Par exemple, une de ces marges de manœuvre qui a déjà pu être identifiée c'est l'espace constitué par les groupes de solidarité de femmes et l'action collective féminine. Dans le cadre du questionnement de l'Institut sur le genre, il serait intéressant de se demander comment ces mouvements ont-ils considérés la question de la sécurité sociale, de la sécurité alimentaire... qui sont essentielles dans le cadre de l'économie domestique ?

4- « Gender roles and care in the family : implications for adolescent sexual behaviour in Lagos state »<sup>31</sup>, OnipedeWUSU (Lagos state University, Apapa-Lagos, Nigéria)

L'étude se propose de comprendre les **implication des changements de rôles selon le genre au sein de la famille sur le comportement sexuel des adolescents.**

Cela permettrait de fournir des informations utiles pour la conception de politiques publiques adaptées, notamment dans le contexte de forte prévalence du VIH Sida et des MST (qui touchent notamment les adolescents).

Plus précisément, il s'agit de s'interroger sur **la nature des soins prodigués au sein de la famille en direction de la santé sexuelle des adolescents** (compris comme les jeunes gens entre 15 et 19 ans) et **ses effets sur le comportement sexuel de ces adolescents.**

Cela revient à se demander :

- quelles sont les implications des changements de rôles de genre dans les soins prodigués au sein de la famille (pour les adolescents) ?
- quelle est la nature des soins prodigués au sein de la famille en direction de la santé sexuelle des adolescents ?
- quelle est la relation entre les rôles de genre dans la famille et ces soins ?
- quelle est l'implication de la nature de ces soins sur les comportements des adolescents ?

Cette étude est basée sur un corps d'hypothèse d'étude qui posent que : les rôles de genre affectent la santé sexuelle des adolescents ; que le degré de soins prodigués au sein de la famille a une influence sur la prévalence des relations sexuelles pré-maritales, sur la prévalence des MST et des grossesses non désirées ; et enfin qu'il y a un lien entre les pratiques sexuelles, les soins prodigués dans la famille et les retraits de l'école.

---

<sup>31</sup>« Rôles de genre et soins aux personnes dans la famille : implications pour le comportement sexuel des adolescents dans l'état de Lagos »

L'auteur a choisi de fournir à la fois des données qualitatives et quantitatives au moyen de discussions de groupe et d'entretiens approfondis complétés par une enquête quantitative sur un échantillon de 1671 personnes.

L'étude aura lieu dans l'état de Lagos, dans deux LGAs (local government areas) : Badagry (milieu rural et semi-urbain) et Ikeja (milieu urbain). Elle durera 12 mois et le budget prévisionnel est fixé à 4540 \$.

5- « Stigma, discrimination, quality of life and socioeconomic differences among HIV/AIDS orphans in Kenya »<sup>32</sup>, Solomon C.J.MUMAH (University Kenyatta, Kenya).

Le Kenya , avec un taux de prévalence du VIH-Sida de 13%, compte 1,3 millions d'orphelins du sida.

L'étude se propose de déterminer si il existe **une différence de traitement entre les orphelins du sida, au sein des familles et de la société en général**. Si tel est le cas, l'étude vise à établir un modèle stratégique visant à réduire la discrimination et la stigmatisation sociale ainsi que d'améliorer la qualité de vie en général des orphelins du Sida.

Il part de l'hypothèse selon laquelle **les orphelins du Sida, et parmi eux plus les femmes que les hommes, sont plus vulnérables et plus atteints par leur statut d'orphelin (que les autres orphelins) en termes de : qualité de vie, de stigmatisation, de discrimination et de pertes économiques**.

En effet, le VIH Sida accroît la pauvreté. Il diminue les opportunités pour les enfants, contraints de quitter l'école très tôt pour subvenir aux besoins du ménage alors que leurs parents sont encore malades. La maladie et l'argent nécessaire pour les soins des parents ont des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire de la famille et conduisent donc les enfants à développer des stratégies de survie, ce qui les rend plus vulnérables (exploitation sexuelle par exemple). Si bien qu'on peut dire qu'il existe un cercle vicieux entre pauvreté/sécurité alimentaire et VIH Sida.

Par ailleurs, il faut aussi noter que les orphelins du Sida bénéficient d'un moindre héritage que le reste des orphelins, dans la mesure où la quasi-totalité des économies du ménage est passée dans le paiement des soins au(x) malade(s). Ils peuvent parfois toutefois conserver les terres de leurs parents, mais étant jeunes, ils sont la proie des autres membres de la famille, ceci étant accentué dans le cas où les orphelins sont des filles, considérées comme ne pouvant pas

---

<sup>32</sup> « Stigmatisation, discrimination , qualité de vie et différences socio économiques parmi les orphelins du HIV SIDA au Kenya »

posséder la terre. L'étude se propose ainsi de chercher à étudier la propriété et son utilisation dans une perspective de genre et en faisant la différence entre les orphelins du sida et les autres.

L'auteur a choisi une méthode à la fois quantitative (pour mesurer la qualité de vie) et qualitative (avec des discussions en groupes) pour son travail de recherche.

Il mènera son étude dans le district rural de la province de Nyanga, dans le district de Rachuango plus précisément, où on rencontre un nombre important d'orphelins du Sida.

6- « Genre, efficacité et équité dans l'économie familiale : une analyse en terme d'économie institutionnelle », Brahim ELMORCHID (Université de Marrakech Cadi Ayyad, Maroc)..

L'auteur choisit d'étudier la famille dans une perspective économique à partir de deux concepts : *l'efficacité* (en tant qu'état économique réalisable de la famille auquel on ne peut préférer aucun autre) et *l'équité* (en tant que phénomène psychologique et non logique qui s'identifie en comparant la situation de chaque membre de la famille à celle des autres). Peu d'analyses font le lien entre ces concepts dans l'étude des liens entre les hommes et les femmes au sein de l'institution familiale. Il s'agit donc ici **d'analyser le genre au sein de l'institution familiale à partir des concepts d'efficacité et d'équité pris simultanément.**

Cela revient à se poser plusieurs questions :

- le fonctionnement de la famille par rapport au critère de genre est-il efficace/équitable ? et si non, comment rétablir ces principes par une forme de coordination et de redistribution ?
- quels sont les effets des mesures institutionnelles au profit de la femme et de la famille sur le bien-être familial et sur la justice sociale au sein de la famille ?
- quel est le rôle des ONG et des associations de femmes dans le respect des droits de chacun des membres de la famille ?
- comment impliquer les hommes dans la valorisation des femmes ?
- comment formuler des politiques publiques visant au fonctionnement optimal de la famille ?

L'auteur choisit de s'inscrire dans le courant collectif de l'analyse économique de la famille, en le combinant avec l'approche de « justice sociale » développée par Rawls (résidant dans la répartition adéquate des biens entre tous les individus, y compris au sein de la famille). Le courant collectif s'oppose au courant unitaire (SAMUELSON et BECKER) qui pose que les préférences sont communes au sein de la famille. Ce postulat est remis en cause d'abord par le

courant marxiste féministe (FOLBRE), puis par l'apport de la théorie des jeux et du modèle de négociation (MANSER&BROWN et MCELROY& HORNEY) et l'approche institutionnaliste (POLLAK).

Il s'agit donc d'appliquer, sur le terrain **marocain**, un **modèle collectif de la famille** fondé sur deux principes : l'efficience au sens de Pareto et la justice sociale de Rawls.

7- « The power of a woman as reflected in children's play songs in Kiswahili »<sup>33</sup>, Rosemary LIGUYANI ( University of Egerton, Kenya).

Le langage permet de négocier des relations et de construire une identité. Les rôles selon le genre sont en pleine mutation : l'utilisation du langage reflète ce dynamisme.

L'étude vise à comprendre **les rôles joués par la femme pour maintenir la famille (et même la société dans son ensemble) dans un contexte de profonds changements, à partir d'une analyse du langage utilisé dans les chansons ludiques des enfants.**

L'étude repose sur l'idée que les enfants intègrent les stéréotypes de genre à partir des rôles qu'ils jouent dans leurs jeux. Or, si le langage reflète le dynamisme culturel, cela devrait pouvoir être visible dans les chansons qui accompagnent les jeux des enfants.

Il s'agit de se demander :

- quelles sont les chansons ludiques chantées par les garçons, les filles, les deux ?
- quels rôles la femme et l'homme jouent-ils dans ces chansons ? quelles valeurs de la femme se dégagent de ces chansons ?
- Quelles activités accompagnent les chansons des filles ? Comment cela reflète t'il leur rôle dans la société ?

L'étude portera sur les chansons d'enfants collectés dans les crèches et les écoles primaires (enfants de 3-8 ans) dans la ville de Nakuru au Kenya, à partir d'une triple approche théorique empruntant à la psychanalyse selon Freud, l'ethnométhodologie et le structuralisme.

8- « HIV-AIDS and gender dynamics in the economy of care within Nigeria »<sup>34</sup>, Florence Oluremi OLALEYE ( University Ife Ife, Osun state, Nigeria).

Le VIH SIDA touche plus les femmes que les hommes. Cela s'explique en partie par les inégalités de genre. Dans un modèle de société patriarcal, d'abord, la promiscuité chez

---

<sup>33</sup> « Le pouvoir de la femme telle que reflété dans les chansons de jeux des enfants ».

<sup>34</sup> « VIH SIDA et dynamiques de genre dans l'économie domestique au Nigéria ».

l'homme est encouragée : si bien qu'un homme peu infecter plusieurs femmes, par ailleurs ce sont les jeunes femmes qui sont le plus « prisées » ce qui explique une très forte prévalence parmi les femmes entre 12-24 ans. Par ailleurs, quand un ménage est infecté par le VIH SIDA, l'économie domestique est bouleversée au détriment de la femme qui supporte à elle seule la charge des soins aux malades (rôle traditionnellement dévolu à la femme au sein du ménage).

L'étude vise à **évaluer l'impact du VIH SIDA sur l'économie domestique, à partir de l'évaluation de l'importance des soins apportés par les femmes aux malades**. Ce qui revient à se poser les questions suivantes :

- quels sont les effets des soins prodigués par la femme sur le revenu du ménage et sur celui de la femme ?
- quels sont les effets de l'allocation de temps entre les soins des malades VIH SIDA et les tâches domestiques ?
- quels sont les effets de ces soins aux malades du VIH SIDA sur la qualité de vie au sein du ménage ? sur la sécurité alimentaire ?
- comment alléger le fardeau de la femme dans le cadre des soins du VIH SIDA ?

L'étude permettra ainsi de prendre conscience des bénéfices tirés des soins prodigués par les femmes sur les malades du VIH SIDA.

L'auteur a choisi de sélectionner au hasard 200 femmes et de faire une étude qualitative fondée sur des questionnaires et des entretiens.

9- “Forced displacement and women's livelihoods in a decentralised system of governance”<sup>35</sup>, Ronald KALYANGO (University of Makerere, Kampala, Ouganda).

Les conflits internes que connaît le continent africain a pour conséquences les déplacements de populations. Ces déplacements touchent plus les femmes et les enfants.

En Ouganda on compte 500 000 déplacés du pays (en interne) et 200 000 réfugiés.

L'étude de ces populations se situe dans le double contexte de **décentralisation** en cours en Ouganda et du défi du « **gender mainstreaming** »<sup>36</sup>. L'étude vise à voir si la décentralisation

---

<sup>35</sup> « Déplacements forcés et moyens de subsistance des femmes dans un système de gouvernance décentralisée ».

<sup>36</sup> Le « gender mainstreaming » peut se traduire par : **approche de genre intégrée**. Il s'agit de tenter d'assurer l'égalité hommes-femmes à tous les niveaux. Il s'oppose aux approches ciblées directement et uniquement sur les femmes et qui sont souvent « réparatrices » plutôt que préventives. Il s'agit de privilégier des approches de genre de façon transversale, c'est-à-dire de ne pas seulement prendre en compte le genre par des entrées simples (scolarisation, santé, etc..), mais l'intégrer dans tous les aspects. Ainsi par exemple, il s'agira d'étudier

peut permettre de mettre en avant les aspects latents de la démocratie participative, parmi lesquels des politiques « genrées » à l'attention des populations déplacées.

Il s'agit ici de chercher **dans quelle mesure les gouvernements locaux formulent des politiques qui prennent en compte les besoins stratégiques et pratiques des femmes déplacées** (assistance humanitaire, protection, participation des femmes au processus de décision, ...). L'hypothèse étant que cette prise en compte est encore très faible.

Cette étude permet donc de mettre en avant à la fois les défis des femmes dans la décentralisation et le problème de gestion par les gouvernements locaux des populations déplacées.

L'auteur a dégagé les questions suivantes :

- y a-t-il des ressources spécifiques allouées par le gouvernement central pour les districts confrontés au problème des populations déplacées ?
- est-ce que les gouvernements locaux disposent de données désagrégées par genre sur les populations déplacées ?
- est-ce que les populations déplacées sont incluses dans les budgets des gouvernements locaux ?
- comment les femmes gèrent-elles les situations de déplacement pour subvenir aux besoins des personnes qu'elles ont à charge ?
- est-ce que les gouvernements locaux ont les ressources humaines nécessaires pour s'occuper des populations déplacées et notamment des femmes ?

10- « Auto-crédation et auto-appropriation féminine des stratégies de survie en RDC : éléments pour une analyse sociale du genre basée sur la féminité masculine », Jacques Tshibwabwa KUDISHINI (Université de Kinshasa, RDC).

Il s'agit d'une analyse de **l'évolution des stratégies de survie dans un contexte de triple crise** : politique (l'auteur parle de la RDC comme offrant un « modèle d'accumulation dictatoriale »), économique (en raison des guerres et du pillage des ressources naturelles par les puissances extérieures) et sociale. La lutte pour la survie est ainsi mise à rude épreuve et dans ce cadre **les femmes font preuve d'une grande créativité**.

---

les conséquences d'une approche intégrant le genre dans un programme de restructuration des transports, où il n'est pas évident de l'y intégrer a priori.

Ce terme est très présent dans les politiques de l'UE pour assurer l'égalité hommes-femmes, même si beaucoup considèrent que c'est un concept encore mal connu et flou... C'est aussi devenu une exigence au sein des organisations internationales.

Les stratégies de survie se divisent en deux catégories :

- les activités du secteur informel : elles sont à caractère commercial et lucratif. L'économie informelle est très développée en RDC. Elles sont aussi bien occupées par des hommes que par des femmes, mais les femmes ont ici créé de nouvelles activités et se les sont appropriées (par le biais de la diffusion de formation ensuite). L'auteur donne deux exemples : les petites entreprises locales de production de biens manufacturés et les petites brasseries. Dans le premier cas, les femmes ont cherché à fournir des produits manufacturés moins chers que ceux proposés sur le marché, qui, en l'absence d'industries en RDC, sont tous importés. Elles se sont alors lancées dans la production artisanale de crème pour les cheveux, de savon, d'eau de javel... Selon le même principe, elles ont aussi eu l'idée de développer des petites brasseries pour faire du vin local. Ces activités ont un double avantage : elles permettent aux ménages d'acquérir des biens qui étaient souvent inaccessibles avant et aussi de fournir un revenu aux femmes pour leur ménage. Mais ces activités demandent un capital de base, qui n'est pas l'apanage de toutes les femmes...
- les activités non lucratives qui visent uniquement à l'entretien au quotidien du ménage. Cela regroupe des activités journalières qui fournissent surtout des denrées. L'auteur prend l'exemple parlant des « **mamans Bipupula** » : ce sont, en quelque sorte, des intermédiaires commerciales. Elles vont dans les entrepôts de riz, de maïs, de manioc... etc, et elles vont aider les femmes à acheter un sac à plusieurs, car cela coûte trop cher d'en acheter un seul. Une fois que la maman bipupula a réparti le contenu du sac entre les différentes clientes, on lui donne une petite part du sac.

L'étude de ces activités permet de mieux comprendre la **dynamique des rôles et des rapports masculins-féminins** dans un contexte où la contribution à l'économie domestique n'est plus l'exclusivité des hommes.

Comment les femmes parviennent-elles à créer dans un contexte de crise ? Ne doit-on pas revisiter les catégories masculins-féminins ?

En effets, les femmes sont productrices mais aussi reproductrices des revenus qui contribuent efficacement à l'économie domestique. D'autre part, ces activités nouvelles révèlent une certaine « masculinité féminine ».

L'idée est de comprendre les rapports hommes-femmes en termes de partenariat et d'interdépendance, ce qui devrait être intégré dans les politiques de développement (en temps de paix) et ce en créant un environnement politique et juridique favorable au développement des activités des femmes.

11- « Tracing gendered work in sub-saharan Africa : new vistas through explication of cultural interfaces »<sup>37</sup>, Julius F.KIKOOMA (University of Cape-Town, Afrique du Sud).

Les activités économiques dans le tiers-monde doivent être repensées dans la recherche d'une compréhension holistique à la fois économique, sociale et politique.

En Ouganda, les femmes ont bénéficié relativement tôt des outils pour la prise de pouvoir politique (avec le NRM, au pouvoir dès 1986 qui met en place des mesures de discrimination positive et en 1995 avec les droits de la femme reconnus dans la constitution), mais elles n'ont pas connu de telles incitations pour assurer leur pouvoir économique. **Le travail des femmes est doublement invisible** : à la fois parce que c'est un travail de femme et aussi parce qu'il appartient à l'économie informelle.

L'étude vise à tenter de fournir des données, à la fois pour les femmes elles-mêmes (pour la confiance en soi) et pour les décideurs pour la formulation des politiques publiques : **comment et pourquoi les femmes ougandaises participent-elles à l'activité économique ? comment et pourquoi défient-elles les relations sociales dans cette quête de richesse ?**

L'auteur choisit de privilégier une approche en terme d' « **interface culturelle** » : en Afrique sub-saharienne, on rencontre une interface culturelle quand des personnes mènent à bien une tâche en dehors de toute expérience (c'est-à-dire en dehors des outils culturels, tels que le langage, la technologie, les valeurs, qui ne sont plus adéquates pour accomplir la tâche). On peut alors parler d'une « culture- entrepreneur interface ». Il s'appuie sur des études concernant l'entrepreneuriat féminin en Afrique. Les relations de genre sont en constantes négociation et les femmes sont centrales dans la configuration de genre. La crise économique a permis ce nouvel entrepreneuriat féminin, même si cela coïncide aussi avec une certaine forme de persistance de la domination masculine.

En bref, les femmes dominent l'économie informelle, mais leur participation n'est pas encore reconnue.

Il s'agit d'étudier le « **pourquoi** » de l'entrepreneuriat féminin en Ouganda à partir d'une **approche en terme d'interface culturelle** (c'est-à-dire chercher comment les aspects culturels peuvent tirer profit du commerce et comment à l'inverse ces aspects culturels peuvent être un frein à ces activités). Cela devrait permettre de mettre en exergue **l'importance du travail féminin dans le changement vers un monde nouveau**. L'analyse

---

<sup>37</sup> « Dégager le travail genré en Afrique sub-saharienne : de nouvelles perspectives à travers l'explication des interfaces culturelles ».



en terme de genre permet en fait de dévoiler toute l'importance du travail non rémunéré. L'approche en terme d'interface culturelle permettant, elle, de mettre en évidence la nature problématique des rôles de genre.

12- “La femme congolaise dans le monde du diamant: entre exigences culturelles, intrigue existentielle et putsch domestique”, Félicien Kabamba MBAMBU (Université de Kinshasa, RCD).

La présente étude s'inscrit dans la recherche doctorale de l'auteur en cours sur l'explication du sous-développement malgré l'exploitation artisanale du diamant.

Dans le contexte de décomposition de l'Etat en RDC, des stratégies de survie de sont multipliées au sein desquelles, les femmes jouent un rôle très important. Choisir de placer l'étude dans le domaine diamantifère se justifie de deux façons : d'une part parce que le diamant joue un rôle prépondérant dans l'économie nationale, et ensuite parce qu'il génère une économie de l'ombre dans laquelle la femme peut s'insérer.

L'étude porte que la ville de Mbuji Mayi, qui fournit près de 70% de la production nationale.

Il s'agit ici d'étudier à la fois :

- **les mécanismes de survie mis en place par les femmes dans le milieu diamantifère (1)**
- **les interactions entre les contraintes économiques et la structuration de l'autorité au sein des ménages selon la dynamique construction-déconstruction des rôles.(2)**

Et ce à partir d'entretiens avec les femmes ciblées, mais aussi à travers le dépouillement des archives, de la littérature spécialisée, etc...

- (1) les activités des hommes dans le milieu diamantifère n'ont pas d'effet significatif sur le revenu des ménages dans la mesure où elles se traduisent le plus souvent pas des dépenses ostentatoires. Par contre, le revenu des femmes est directement affecté aux besoins essentiels du ménage.

Les activités rencontrées vont du petit commerce dans la mine (eau, cuisine...), prostitution, médecine, commissionnaire de diamant.... On peut noter que la division sexuelle du travail persiste puisque les femmes sont cantonnées dans des activités liées à la cuisine, à l'intendance, à l'administration... en majorité.

(2) L'homme devient dépendant financièrement de la femme ce qui conduit à une perte de son autorité. On assiste à une reconfiguration de l'autorité au sein des ménages à la fois entre :

- a. Epoux – épouse : on parle alors du **putsch domestique**.
- b. Père- enfant : relations décrites par l'auteur sous le terme « **méfiance-sanction** ».
- c. Mère-enfant : relations décrites par l'auteur sous le terme « **allégeance-gratification** ».

Dans cette étude la femme est perçue comme le moteur du développement social. Il s'agit en fait d'actualiser l'analyse de genre.

13- « La vie et la survie des familles à Brazzaville en période de post-conflit : analyse de la contribution pécuniaire des femmes au budget du ménage », Aimée Noëlle GOMAS (Université de Brazzaville, Congo).

Le Congo Brazzaville connaît une crise économique profonde due notamment aux programmes d'ajustement structurels (des années 1980) et aux guerres civiles (notamment celle du 5 juin 1997). Cela a engendré un appauvrissement général. Dans cette situation, l'acteur de l'économie domestique le plus sollicité est la femme qui doit faire preuve de débrouillardise pour subvenir aux besoins de la famille. Si bien que **la crise a porté un nouvel éclairage sur l'activité féminine concourant à la modernisation des rapports sociaux entre hommes et femmes, avec le partage du statut de « breadwinner »**. Toute politique sociale de lutte contre la pauvreté est vouée à l'échec si elle ne prend pas en compte la femme. Ainsi, il faut produire des informations précises sur les activités féminines afin de permettre une meilleure formulation des politiques publiques.

Quelques études ont tenté d'analyser les transformations en cours au sein de la famille en période de crise, mais il n'y a pas d'étude économétrique spécifiquement sur la contribution pécuniaire des femmes au budget du ménage au Congo Brazzaville.

Le choix se porte sur les jeunes femmes de façon plus précise, car ce sont elles qui portent la dynamique.

**Quel est le niveau de contribution pécuniaire de la jeune femme au budget du ménage ?  
Quels en sont les déterminants ?**

L'étude se fera de deux façons : d'abord par une recherche documentaire, complétée ensuite par une enquête de terrain sur les budgets des ménages et la portion prise en charge par chacun

de ses membres. L'échantillon choisi sera de 50 personnes dans chacun des 5 arrondissements de la ville de Brazzaville. Il s'agira d'une triple analyse : statistique, économétrique et qualitative.

14- « Women in the media and economics of career and domestic responsibilities : a case of female media workers in the grand North of Cameroon »<sup>38</sup>, Crawford ENONGENE (University of Maduguri, Nigeria).

Il s'agit d'étudier **l'interconnection entre les exigences de l'économie de carrière et l'économie domestique chez les femmes**, dans un contexte où le gouvernement a montré sa volonté de mettre en place des réformes afin de faciliter l'avancement des femmes.

L'auteur a choisi d'analyser cette problématique parmi les femmes qui travaillent dans les médias. Malgré la démocratisation des médias dans les années 1990, **les femmes travaillant dans les médias sont toujours coincées entre un travail domestique non-rémunéré et un emploi salarié caractérisé par un bas salaire et des conditions de travail difficiles**. Quand on parle de femmes travaillant dans les médias, il ne s'agit pas uniquement des journalistes, mais de toutes les femmes occupant un poste quelconque dans les maisons de presse.

**Comment les femmes travaillant dans les médias gèrent-elles les exigences de carrière et les tâches domestiques ? Comment gèrent-elles leur emploi du temps ? Quelles sont les facilités socioéconomiques mises à leur disposition au bureau (crèche...)? Quel est leur accès aux NTIC ? Quels genres de programmes ont-elles en charge ?**

L'étude se concentre sur la CRTV (Radio télévision camerounaise) dans le Grand Nord : en effet les études déjà existantes se concentrent toujours sur Yaoundé, le Grand Nord étant encore une région peu étudiée.

Les médias au Cameroun en général sont marqués par une sous représentation des femmes : parmi les journalistes, mais aussi dans les sujets traités (qui présentent rarement des femmes travaillant). Par ailleurs elles souffrent de fortes discriminations dues à des « barrières invisibles » qui les empêchent d'évoluer dans leurs carrières et qui les confinent encore dans des postes spécifiques. L'obstacle majeur de ces femmes réside dans leur difficulté à gérer

---

<sup>38</sup> « femmes dans les media, dans l'économie de carrière et les responsabilités domestiques : cas des femmes travaillant dans les media dans le Grand Nord du Cameroun ».

l'équilibre entre exigences de carrière et responsabilités familiales. L'accès aux NTIC est essentielle pour ces femmes pour deux raisons : d'abord cela les professionnalise d'avantage et surtout parce que les NTIC leur offrent la possibilité de jongler plus facilement entre les exigences de leur travail et leur famille, car elles peuvent plus facilement travailler à la maison par exemple...

L'auteur a choisi de se placer dans un cadre théorique marxiste appliqué au féminisme posant que les relations sexuelles et familiales sont à placer dans un contexte historique, si bien qu'elles sont sujettes à évolution. Mais ces changements ne peuvent être le seul fait de la volonté, mais ne peuvent avoir lieu que si il y a un changement dans le mode de production.

La méthode utilisée sera l'enquête descriptive, à la fois qualitative et quantitative, par le biais d'entretiens et de questionnaires.

15- “Essai d'évaluation de la contribution des femmes à la formation du revenu des ménages agricoles au Sud du Bénin: cas de la commune d'Allada”, Philomène LOKOSSOU (IAMD, Cotonou, Bénin).

La contribution des femmes à la richesse nationale est sous-estimée. Ses activités relèvent le plus souvent du secteur informel, et sont donc difficiles à mesurer. **Le travail domestique en particulier n'est pas reconnu en tant qu'activité économique** (sauf quand ces mêmes activités entrent dans le marché du travail). Cela s'explique par la persistance d'obstacles culturels définissant l'agir féminin.

Il s'agit ici de chercher à **évaluer la contribution des femmes aux différentes activités : économiques, domestiques et sociales** en :

- dégageant les différentes activités des femmes rurales (et leurs conditions de travail).
- Evaluant la participation en temps de travail selon le genre aux activités économiques, domestiques et sociales.
- Estimant la contribution respective des femmes et des hommes à la constitution du revenu des ménages.

L'auteur part du principe selon lequel **le temps consacré par les femmes, aux activités économiques, et surtout domestiques influencent le temps consacré aux autres activités et donc a des effets sur la valeur économique de leur contribution au revenu du ménage.**

La participation des femmes aux activités économiques au Bénin est de 57,7% en 1996, contre 82,3% chez les hommes.

Les modèles de développement ont été mis en cause, et dès 1975 (Décennie de la Femme) des programmes genrés ont été introduits selon l'approche « genre et développement ».

L'auteur a choisi de mener son enquête dans la commune d'Allada, par manque de possibilité matérielle pour étendre l'étude plus loin. L'étude durera 4 mois, pour un budget prévisionnel de 1 700 000 fcfa. Elle sera basée sur une analyse bibliographique, suivie d'entretiens au sein des ménages aussi bien avec les hommes, les femmes et quelques femmes chefs de ménage.

Une fois les propositions des lauréats présentées, il s'agit de se demander : qu'est-ce que la session 2004 de l'Institut a apporté au thème de l'économie domestique en général et quelle approche de genre a-t-il privilégié ?

### **C- Bilan et pistes de réflexion complémentaires.**

Les propositions de recherche présentées ont permis d'illustrer et d'enrichir la réflexion sur le thème proposé par le CODESRIA (1), et ce d'un double point de vue :

- *point de vue théorique et méthodologique* : en offrant des approches particulières et originales de l'économie domestique.
- *point de vue empirique* : en permettant de mieux comprendre les dimensions multiples de l'économie domestique, les bouleversements dans son environnement et les enjeux concrets pour les relations de genre.

Mais en ce qui concerne l'approche « genre » plus spécifiquement, le thème de la session 2004 a offert finalement une perspective « genrée » assez partielle (2).

#### 1- Les apports théoriques et pratiques de l'approche genre de l'économie domestique telle qu'elle a été présentée par l'Institut sur le genre en 2004.

##### a- les apports théoriques et méthodologiques.

L'économie domestique est une notion multidimensionnelle, souvent peu étudiée, qui est complexifiée par une analyse de genre. Une des premières difficultés à laquelle étaient confrontés les lauréats était la suivante : *comment aborder l'économie domestique et les relations de genre ?* Et certains des travaux présentent des approches originales :

- soit par **l'objet d'étude** identifié pour entrer dans le sujet : c'est le cas par exemple d'une des lauréates qui a choisi d'étudier l'évolution des relations de genre à partir

d'un matériau peu conventionnel : la représentation de la femme à travers les *chansons de jeux d'enfants* en langue nationale<sup>39</sup>.

- Soit par une **posture méthodologique précise** : ainsi deux lauréates ont –elles choisi de *mesurer* la centralité de la femme dans l'économie domestique, afin de la rendre réellement visible. Il s'agissait donc de trouver une méthode pour lui donner une valeur : l'une a choisi d'évaluer la contribution pécuniaire de la femme au revenu du ménage (c'est-à-dire sa valeur monétaire)<sup>40</sup> ; et l'autre a choisi de l'évaluer en terme d'allocation de temps (la valeur étant donnée par son équivalent en heures de travail)<sup>41</sup>.
- Soit enfin en **empruntant des concepts** à des disciplines comme l'économie (concepts *d'équité* et *d'efficacité*<sup>42</sup>) ou la sociologie (concept d'« *interface culturelle* »<sup>43</sup>) pour renouveler l'analyse de l'économie domestique.

#### *b- les apports empiriques.*

##### 1. Vers une meilleure appréhension de ce qu'est l'économie domestique dans un contexte de genre.

Comme on a déjà eu l'occasion de le souligner, le concept d'économie domestique est multidimensionnel. Les études de cas concrets ressortant des propositions de recherche permettent réellement de saisir le sens de l'économie domestique, notamment dans des contextes africains différents, et de pouvoir ensuite mieux mesurer la centralité de la position de la femme.

Ces études de cas permettent ainsi d'identifier les différentes composantes de l'économie domestique. Dans la présentation du thème, on avait pu distinguer :

- le travail productif comprenant quatre dimensions : le travail domestique, le travail bénévole, la production de subsistance et le secteur informel.
- le travail reproductif comprenant principalement les soins aux personnes, les tâches ménagères...

Or, les propositions de recherche permettent d'affiner ces catégories à l'aide d'exemples empiriques.

---

<sup>39</sup> Voir proposition de recherche n° 7.

<sup>40</sup> Voir proposition de recherche n° 13.

<sup>41</sup> Voir proposition de recherche n° 14.

<sup>42</sup> Voir proposition de recherche n° 6.

<sup>43</sup> Voir proposition de recherche n° 11.

Ainsi dans la première catégorie, compte tenu du contexte de « crise » souligné dans presque tous les travaux, les **stratégies de survie** dominant. Et dans ce domaine, il ressort que les femmes montrent une très grande créativité : elles doivent se battre pour compléter le revenu du ménage (voire même l'alimenter en premier lieu) face à l'irrégularité de revenu, voire au chômage de leur mari, ou même à leur décès. Parmi ces activités, on peut citer :

- le maraîchage : il se développe dans les zones urbaines et constitue une culture de subsistance (qui deviendra une culture d'appoint en dehors des temps de crise)<sup>44</sup>.
- Dans le secteur informel : les femmes ont créé elles-mêmes des activités nouvelles qu'elles gèrent. C'est le cas des petites entreprises locales de production de biens manufacturés (comme par exemple des crèmes pour les cheveux) ou des petites brasseries (vin local).<sup>45</sup>

Ces activités ne sont bien sûr pas l'exclusivité des femmes, mais les travaux présentés tendent à démontrer : d'abord la très **forte présence des femmes**, qui investissent même des secteurs où elles étaient absentes (comme par exemple le secteur diamantifère<sup>46</sup>) ; et la **forte créativité** et dynamisme dont elles font preuve dans des situations de crises qui semblent être plutôt caractérisées par le fatalisme et l'inertie des hommes.

D'ailleurs cette créativité se trouve exprimée de façon particulièrement marquante dans des **activités de type non lucratif** : il ne s'agit pas ici d'augmenter le revenu du ménage, mais d'en assurer la survie par des activités qui fournissent par exemple des denrées ; comme c'est le cas avec les « mamans bipupula »<sup>47</sup>

En ce qui concerne le travail reproductif, l'accent a été mis, à travers les différentes contributions, essentiellement aux **soins aux personnes**, qui sont devenus particulièrement prégnants dans le contexte de la pandémie du **VIH SIDA** qui ravage le continent. Les travaux se sont donc intéressés d'abord à évaluer l'impact de ces soins sur le revenu des ménages, sur la sécurité alimentaire, sur l'allocation du temps, et sur la qualité de vie de la famille en général<sup>48</sup>. Par ailleurs, on peut constater aussi que ces soins sont prodigués uniquement par les femmes, la charge n'est pas partagée entre les différents membres de la famille, ce qui va peser négativement sur le temps que les femmes allouent à d'autres activités qui auraient pu fournir un complément de revenu dans le ménage<sup>49</sup>. Enfin, un des lauréats s'est plus précisément intéressé à la nature des soins prodigués et a émis l'hypothèse de l'existence d'un

---

<sup>44</sup> voir proposition de recherche n° 1.

<sup>45</sup> Voir proposition de recherche n° 10.

<sup>46</sup> Voir proposition de recherche n° 12.

<sup>47</sup> Voir proposition de recherche n° 10.

<sup>48</sup> Voir proposition de recherche n° 8.

<sup>49</sup> Voir proposition de recherche n° 4 et 9.

lien entre les soins concernant la santé sexuelle des adolescents et leur comportements sexuel (à risques ou non)<sup>50</sup>.

Mais il est aussi intéressant de noter que la contribution des femmes dans l'économie domestique n'est pas analysée uniquement du point de vue des activités du secteur informel, des stratégies de survie ou des travail reproductif : **quelle est la place des femmes dans l'économie formelle ? Comment les femmes parviennent-elles à gagner un véritable pouvoir économique (en dehors aussi des situations de crise) ?** Une des études est allée dans ce sens en s'interrogeant sur la place des femmes dans les media<sup>51</sup>. D'une part, elle démontre ainsi que l'émancipation économique de la femme passe aussi par son accès à des secteurs « classiques » de l'économie formelle. Elle a un rôle à jouer ici aussi et pas uniquement dans les stratégies de survie dont elle semble porter la quasi-totalité de la responsabilité ; et sur lesquelles, d'ailleurs, certaines études tendent à se focaliser, procédant (sans le vouloir) à la reproduction de la stigmatisation de la femme et son cantonnement dans certains rôles établis.

Néanmoins, cette étude souligne aussi les contraintes fortes auxquelles les femmes sont confrontées en essayant de gérer de front une carrière professionnelle (dans un milieu demandant beaucoup de disponibilités) et l'accomplissement des tâches domestiques non partagées. Si la femme peut en effet avoir accès à des sphères (économiques) autrefois monopolisées par les hommes, elle n'en reste pas moins prisonnière (physiquement et symboliquement) de la sphère privée dans laquelle elle reste cantonnée, générant des contraintes multiples défavorisant (par exemple ici) l'avancement de sa carrière. Ce qui pose en fait la question générale de **l'émancipation réelle de la femme et de ses conditions**, dans un contexte de permanence de la domination masculine, même si elle se manifeste sous d'autres formes.

## 2. Un environnement économique, politique et social en pleine mutation.

Les travaux présentés insistent beaucoup sur les bouleversements entourant l'économie domestique et les nouveaux phénomènes sociaux qui en découlent, créant autant de « nouveaux » champs d'études (ou des champs d'études renouvelés) pour l'économie domestique.

Par exemple, l'institution du **mariage** est bouleversée sous l'effet de l'urbanisation, de la scolarisation croissante des filles, etc..., ce qui contribue à un brouillage supplémentaire des

---

<sup>50</sup> Voir proposition de recherche n° 4.

<sup>51</sup> Voir proposition de recherche n° 14.



rôles des hommes et des femmes. Un des lauréats s'est intéressé au **divorce** et souligne deux aspects importants :

- le divorce peut être vu en tant que *stratégie d'émancipation des femmes* : le mariage étant l'accès à l'autonomie et le divorce à l'émancipation. Mais en fait, les études ont montré que cela n'était possible que dans le cas où la femme avait déjà une autonomie financière au sein de son mariage.
- Le divorce peut aussi être vu comme un des effets de bouleversements de genre affectant spécifiquement le couple en tant que tel (notion plus restreinte que le ménage et dont les données sont différentes). Dans cette perspective, les conséquences d'un divorce sont plus désastreuses pour la femme, la *femme divorcée constituant l'archétype de la femme pauvre...*

La montée de la pandémie du **VIH SIDA** est aussi très présente dans les études présentées : elle est traitée sous trois angles :

- la *santé de la reproduction* des jeunes (et comment les gérer au sein de la famille, ou comment mettre en place la prévention au niveau de la famille ?).
- Les *soins* aux malades et ses conséquences sur l'économie domestique
- Les cas particuliers des *orphelins* du VIH SIDA et du bouleversement concomitant de l'économie domestique<sup>52</sup>.

Le **déplacement des populations** est aussi une préoccupation nouvelle. Elle nécessite de prendre en compte ses conséquences sur les femmes spécifiquement, car (comme on l'a vu) ce sont elles qui sont en charge de la survie de la famille en situation de crise. Cela est encore trop peu documenté selon l'étude présentée<sup>53</sup>.

Enfin, une des questions récurrentes est celle de l'évolution des **mesures institutionnelles** pour diminuer les inégalités : est-ce que les pouvoirs publics ont prévu des budgets spécifiques pour les femmes déplacées<sup>54</sup> ? Les pouvoirs publics ont-ils créés un environnement juridique favorable aux activités économiques des femmes<sup>55</sup> ? Des mesures ont-elles été prises pour améliorer les conditions de travail des femmes<sup>56</sup> ?

---

<sup>52</sup> Voir proposition de recherche n° 5.

<sup>53</sup> Voir proposition de recherche n° 9.

<sup>54</sup> Voir proposition de recherche n° 9.

<sup>55</sup> Voir proposition de recherche n° 6.

<sup>56</sup> Voir proposition de recherche n° 14.

### 3. Les différentes conséquences sur les relations de genre.

Les différents travaux présentés montrent que les femmes (à la faveur le plus souvent de la « crise » multiforme) ont acquis un certain pouvoir économique, même si il n'est encore que partiellement reconnu. Mais, cela ne s'accompagne pas nécessairement de leur émancipation, que ce soit au niveau macro (par exemple accès au pouvoir de décision au niveau national, local...), et même micro (au sein du ménage).

En effet, au sein des ménages, la contribution croissante de la femme au revenu du ménage a défié l'autorité du chef de famille (qui dans certains ne porte plus que symboliquement le nom) qui dépend plus souvent financièrement de sa femme. Mais, sur cette question, les études de cas présentées ici aboutissent à des conclusions différentes :

- pour certains, il n'y a **pas de corrélation positive entre l'augmentation de la contribution de la femme au budget et le partage de l'autorité au sein du ménage**. C'est le cas avec le maraîchage qui ne semble pas donner à la femme plus d'autorité.<sup>57</sup>
- Pour d'autres, pour que la corrélation soit positive, il **faut des conditions préalables**. Ainsi, pour que la femme s'émancipe dans le divorce, il faut qu'elle soit au préalable autonome économiquement (sinon, elle va automatiquement chercher à se remarier, le divorce n'étant qu'une étape dans le cycle matrimonial)<sup>58</sup>.
- D'autres, enfin, parlent de véritable « putsch domestique » qui touche aussi bien les relations femmes/maris que parents/enfants (marquées par une vision dévalorisée du père) et un véritable partage du statut de « breadwinner »<sup>59</sup>.

Les changements opérés entraînent toutefois une véritable dynamique des rôles féminins/masculins (même si on ne peut pas parler d'émancipation) et donc une certaine **redéfinition des identités**. Par exemple, on peut parler d'une certaine « masculinité féminine »<sup>60</sup> avec l'investissement par les femmes de rôles traditionnellement réservés aux hommes en raison de leur caractère « masculin », (comme par exemple, le besoin d'une certaine force physique) lié à l'homme en tant que catégorie figée. Plutôt que d'opposer les rôles féminins/masculins, il semble que ces études tendent à montrer qu'il est préférable d'envisager les relations de genre en termes de partenariat, d'interdépendance, de coordination, pour atteindre l'équité au sein de la famille.

Au niveau macro, enfin, si on ne peut pas parler d'émancipation, il est néanmoins clair que de **nouveaux espaces** s'offrent à elles, qu'elles n'hésitent pas d'ailleurs pas à investir : comme

---

<sup>57</sup> Voir avec proposition de recherche n° 1.

<sup>58</sup> Voir proposition de recherche n° 2.

<sup>59</sup> Littéralement : celui (celle) qui apporte le pain, donc le soutien financier de la famille.

<sup>60</sup> Voir proposition de recherche n° 10.

par exemple les groupes de solidarité féminine, les Eglises, etc...<sup>61</sup>. Sa place dans l'économie domestique a permis une certaine ouverture de marges de manœuvre dans d'autres domaines...

Donc, les différentes études de cas présentées ont chacune souligné, à leur manière, la centralité des femmes dans l'économie domestique, centralité qui n'est pourtant pas encore reconnue.

Ces travaux contribuent ainsi à rendre visible les femmes dans l'économie domestique afin de favoriser une meilleure prise en compte dans les politiques économiques et sociales, qui sinon sont vouées à l'échec. En effet, on note une forte dimension normative dans de nombreuses contributions et une dimension recherche-action prononcée.

Mais si on se place dans une perspective uniquement de « genre » de façon globale, il semble alors que l'approche retenue lors de cet Institut soit encore assez **partielle**...

## *2- Quelques limites de l'approche « genre » retenue.*

Rappelons que l'Institut sur le genre du CODESRIA est une session de formation sur le genre : la **façon dont le « genre » y est abordé** est donc très importante.

Compte tenu du flou conceptuel autour du « genre », les approches qui tentent de l'intégrer sont nécessairement diversifiées. L'approche du « genre » lors de cet institut est donc nécessairement partielle ; mais elle est aussi **partielle**. En effet, certains aspects plutôt politiques n'ont pas été abordés (**a**) et surtout il semble que l'on soit plus face à des approches « femmes » que réellement « genre » (**b**).

### *a- Une approche genre plus socioéconomique que politique.*

La majorité des propositions adoptent une approche sociologique, voire économique, mais semblent délaisser une approche plus politique.

Ainsi, par exemple, aucune étude n'aborde la **dimension institutionnelle de l'économie domestique** d'un point de vue de « genre » : qu'est-ce que les pouvoirs publics font pour améliorer (ou non) les inégalités de genre qui prennent racine dans la sphère domestique (donc la sphère dite privée) ? Mais surtout qu'est-ce que les pouvoirs publics peuvent faire

---

<sup>61</sup> Voir proposition de recherche n° 3.

pour changer cette situation ? Une seule proposition de recherche évoque cela : la proposition n° 9 qui s'interroge sur le rôle et les actions des autorités locales dans les déplacements des populations : est-ce qu'un budget spécial est prévu, etc... ; il y a aussi la proposition n°3 mais qui évoque cette dimension bien plus qu'elle ne la traite de même que la proposition n°6 : pour les autres, cet aspect est complètement absent.

Pourtant, comme on l'a souligné lors de la présentation du thème, l'enjeu de ses réflexions sur l'économie domestique par une approche de genre est précisément sa prise en compte dans la formulation des politiques publiques, notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

De la même façon, la question du contexte politique est abordée de façon le plus souvent lacunaire en précisant que l'on est en situation de « crise », qui semble alors justifier de mettre de côté toute la dimension politique....

D'autre part, le lien entre la sphère domestique et la **sphère publique** n'est pas non plus abordée : est-ce que le fait que les rapports hommes-femmes se modifient face à l'émergence de femmes chefs de ménage par exemple, va se répercuter dans la sphère publique ? Est-ce que cela peut rétroagir sur les inégalités hommes-femmes au sein de la sphère domestique ? Une des propositions (n°14) sort toutefois de cette dimension microsociale exclusive et cherche à faire le lien entre les responsabilités de la femme dans la sphère domestique et son insertion dans les media...

*b- Une approche plutôt « femmes » que « genre ».*

Mais ce qui ressort surtout de ces propositions de recherche c'est bien plus une approche « femmes » que genre.

Rappelons qu'une approche intégrant le **genre** cherche en fait à mettre en évidence les inégalités entre les hommes et les femmes à tous les niveaux (inégalités considérées comme reposant sur le genre, c'est-à-dire une construction sociale de la différenciation biologique des sexes). Elle se distingue donc d'une **approche « femmes »** qui ne se concentre elle que sur les femmes en tant que groupe, délaissant la dimension de rapports dialectiques hommes-femmes. La notion de « genre » est venue justement pour palier les critiques des approches « femmes » qui mettaient en avant les inégalités en défaveur des femmes, en mettant de côté les hommes, voire en opposant les femmes aux hommes ; ce qui pouvait alimenter par exemple des critiques sur la neutralité axiologique de telles recherches<sup>62</sup>.

---

<sup>62</sup> Les approches « femmes » sont par exemple assimilées à des approches « féministes » avec toutes les connotations négatives aujourd'hui associées au terme.

On retrouve de tels écueils dans de nombreuses propositions qui, par exemple, considèrent les femmes comme un **groupe homogène** : il n'est pas différencié par rapport à la classe, à l'âge, à l'origine géographique. Toutefois, lors des discussions, ces questions ont été abordées. Ainsi la proposition n°13 a été réorientée pour traiter des femmes de 18 à 25 ans désignées comme les « jeunes filles » et les spécificités de leur contribution au revenu de leur famille. De même on ne note aucune référence à la différenciation dans la situation des femmes urbaines et des femmes rurales. Si **femmes urbaines et rurales** sont successivement dépeintes ; on a aussi pu voir que leurs besoins (stratégiques et pratiques) ne sont pas les mêmes. Leur participation à l'économie domestique ne prend pas nécessairement les mêmes formes (la notion même d'économie informelle est différente) et n'a pas non plus les mêmes conséquences. Il est important que des politiques publiques spécifiques leur soient adressées, ou du moins que ces différences soient prises en comptes. De la même façon, lors des discussions, ces questions ont été indirectement abordées, certains lauréats défendant le fait qu'on ne pouvait pas analyser toutes les situations de la même manière selon que l'on soit dans un milieu urbain ou rural. Mais cela a ensuite été peu mis en exergue lors de l'Institut de façon formelle.

De plus, les **hommes sont quasiment absents** des études : tant au niveau méthodologique (dans les échantillonnages pour les entretiens<sup>63</sup>) que pratique. Quelques propositions intègrent (même si partiellement les hommes) pour questionner les recompositions des identités<sup>64</sup> de genre : mais ces questionnements restent secondaires ; et ailleurs ils sont inexistantes. L'accent est mis sur l'importance des femmes dans les changements en cours, mais qu'en est-il des hommes ? A trop vouloir rendre visibles les femmes et leurs activités, on masque artificiellement les hommes. S'il s'agit bien d'intégrer le « genre », il faut alors étudier les *rappports* de genre et donc les conséquences des transformations au niveau domestique pour les rapports entre les hommes et les femmes, ce qui implique de ne pas faire que zoomer sur la femme... Est-ce que les hommes résistent par exemple aux nouvelles configurations qui se mettent en place ? De quelles manières ?

Par exemple, une des conséquences de cette absence de prise en compte de la dimension « genre » à proprement parler, est l'absence de référence aux **violences** au sein de la sphère domestique. Les violences au sein de la sphère domestique pouvant pourtant refléter l'état des rapports hommes-femmes au niveau de la sphère privée...

---

<sup>63</sup> Voir par exemple, la proposition n° 8 : on évalue l'impact du VIH SIDA sur 200 femmes au hasard, sans comparer avec celle des hommes...

<sup>64</sup> voir proposition n°12 avec la notion de « putsh domestique » et la proposition n°3 mais qui parle plutôt des recompositions de l'identité de la femme kikuyu.

Plutôt que de genre, on parle donc de « femmes » en tant que groupe homogène, en essayant dans la plupart des cas de rendre visible le travail non rémunéré qu'elles fournissent. Cette perspective rigide empêche tout croisement avec d'autres variables (classe sociale, histoire, etc...) : l'approche dite « genre » est considérée non comme une des approches des études, mais comme la seule et unique ; ce qui peut d'ailleurs conduire à surdimensionner la position de la femme dans l'économie domestique, et du même coup, à faire peser (paradoxalement) un poids trop important sur la femme pour l'impulsion du changement social<sup>65</sup>.

---

<sup>65</sup> voir par exemple la proposition n°11.

**Conclusion** : Ma participation à l'Institut sur le genre du CODESRIA en tant que doctorante ?

Participer en tant qu'auditrice libre pendant à l'Institut sur le genre du CODESRIA a été une expérience très enrichissante pour moi en tant que doctorante française, et ce d'un triple point de vue :

- *De manière générale : enrichissement des connaissances sur le genre dans un environnement intellectuel stimulant.*

Ma participation à l'Institut sur le genre 2004 m'a tout d'abord permis d'enrichir ma culture générale sur le genre, tant d'un point de vue théorique que surtout pratique. Ce qui était particulièrement intéressant en effet, de mon point de vue, était les différentes études de cas sur les femmes (donc plutôt que sur le genre en tant que tel en fait<sup>66</sup>) dans des pays et des situations différents. Les discussions animées qui suivaient toutes les présentations m'ont ainsi permis de comprendre que le genre n'est pas une donnée simple, homogène et stable entre tous les chercheurs, même au sein d'un même pays<sup>67</sup>. Le genre étant d'ailleurs encore associé au féminisme dans bien des cas.

La formule originale de l'Institut permet en effet des discussions entre les lauréats pendant une période de 3 semaines : cette durée est idéale pour une formation car cela libère complètement la parole et cela permet aussi de faire des progrès au cours de la session et d'améliorer ainsi sensiblement son travail de recherche. Travailler dans un tel cadre favorisant le dialogue interculturel est évidemment très stimulant. Bénéficier des points de vues très diversifiés de chercheurs africains sur des questions de genre m'a aussi permis de repenser autrement certains points de ma problématique de thèse.

- *Par rapport à ma problématique de mon sujet de thèse sur les politiques publiques sur l'excision en Afrique Noire.*

En effet, mon sujet de thèse ne rentre pas directement dans le questionnement de la session 2004 de l'Institut sur le genre. Mais, tout d'abord, la pratique de l'excision en elle-même est l'illustration d'un certain rapport de genre : il était donc intéressant de voir quels pouvaient

---

<sup>66</sup> Cf supra.

<sup>67</sup> Des discussions animées ont eu lieu sur les différents points de vue sur les cas du Nigéria et du Cameroun par exemple.

être les conséquences de ce même rapport de genre dans d'autres domaines (ici par exemple la division sexuelle du travail)

Par ailleurs, l'excision appartient à la sphère privée ; et ce qui m'intéresse tout particulièrement est le passage d'un problème appartenant à la sphère privée à un problème transféré dans la sphère publique. Or de tels transferts s'opèrent aussi en ce qui concerne les enjeux de la sphère domestique. Mais cet aspect institutionnel a été peu traité au cours de l'Institut.<sup>68</sup>

- *Par rapport à la formation dispensée : prise de conscience de l'absence de tels dispositifs pour les doctorants en France.*

Enfin et surtout, participer à une telle rencontre m'a permis de me rendre compte de l'absence d'une telle formation pour les doctorants en France qui permettrait à la fois de renforcer les connaissances (empiriques et théoriques), de réfléchir sur les outils méthodologiques et de sensibiliser surtout de futurs jeunes chercheurs sur une approche qui n'est pas encore, semble t'il, assez légitime pour se passer de tels dispositifs... En effet, la France se distingue par la rareté (sinon l'inexistence) de cursus spécialisés dans des études de genre, ou même (et en fait surtout) de cours sur le « genre » dans les différents cursus<sup>69</sup>. Par exemple, seul l'IEP de Rennes vient d'inaugurer depuis deux ans un cours optionnel sur les politiques publiques de genre....

Pourquoi ne pas envisager d'**importer ce même type de formule** « Institut » dans le cadre de la formation continue des doctorant(e)s sur des thématiques de genre selon le même principe : sélection à partir d'un papier sur le thème de l'année (ce qui incite à travailler sur le genre si on n'adopte pas cette approche d'habitude), ouvrir la participation à différents champs disciplinaires ; prévoir une durée de formation de 3 semaines environ ; prévoir la publication d'un ouvrage compilant les études présentées lors de l'Institut et améliorées par la suite.

---

<sup>68</sup> Cf supra.

<sup>69</sup> Pour une liste des enseignements de genre en France (non encore exhaustive) : voir [http://www.genreenaction.net/rubrique.php3?id\\_rubrique=21](http://www.genreenaction.net/rubrique.php3?id_rubrique=21)



**Annexes :**

*Annexe n° 1* : **Perspectives de collaboration avec les Réseau Genre en Action-CEAN : quelques propositions**

L'institut sur le genre du CODESRIA constitue un **vivier de chercheurs, de personnes ressources, de données, de recherches approfondies** sur le genre qui pourraient intéressés à la fois le Réseau Genre en Action et le Centre d'Etudes d'Afrique Noire. L'accueil plutôt positif des participants et des organisateurs réservé à la représentante de ces deux organismes a permis de dégager quelques pistes de collaboration prometteuses.

Rappelons que le Réseau Genre en Action a été créé en janvier 2003, à l'initiative du Ministère des Affaires Etrangères (France) et qu'il est hébergé au Centre d'Etudes d'Afrique Noire (Bordeaux). L'idée était de permettre de s'informer, de se former et d'échanger sur les enjeux et la pratique de l'approche « genre et développement ». Le but étant de renforcer et de capitaliser les connaissances et les capacités en genre.

Or, des manifestations comme l'Institut sur le genre du CODESRIA sont particulièrement pertinentes pour le Réseau. En effet, l'Institut sur le genre rassemble des chercheurs sur le genre en Afrique, initie une réflexion sur un thématique liée à la problématique « genre et développement » et propose des outils méthodologiques, théoriques et bibliographiques de qualité sur le thème. **L'Institut sur le genre et le Réseau Genre en Action ont des préoccupations communes et complémentaires, si bien qu'une collaboration entre les deux pourrait être très fructueuse.**

Trois axes de collaborations peuvent être envisagés.

*A- Intégrer les participants intéressés dans le Réseau Genre en Action.*

L'implication de tous ceux et celles qui s'intéressent à la question du genre est un des principes fondateurs du Réseau Genre en Action. Or, un des objectifs du CODESRIA, à travers son Institut sur le genre, est de valoriser les chercheurs et les recherches en Afrique sur le genre.

L'idée est alors de **proposer aux lauréats de l'Institut de participer au Réseau Genre en Action, et ce notamment par le biais du site Internet [www.genreenaction.net](http://www.genreenaction.net)** .

Dans la troisième partie du questionnaire<sup>70</sup>, il était justement demandé aux lauréats si ils seraient intéressés par participer au Réseau. Tous ceux qui ont répondu au questionnaire (soit 10 sur les 15 au total) ont montré un vif intérêt :

- pour devenir membre
- pour mettre leur CV en ligne
- pour mettre les résumés de leur recherche en ligne aussi.
- pour publier un article thématique afin de partager leur réflexion dans le cadre de leur recherche ou leur expérience de terrain, enrichissant ainsi la capitalisation de données et recherches sur le genre du Réseau Genre en Action. A ce jour, deux propositions concrètes ont été faites : l'une porte sur l'éducation traditionnelle et l'autre sur « genre et gestion communautaire des ressources naturelles, notamment les forêts ».
- pour être tenu au courant des activités du Réseau. Cela pourrait de faire par l'envoi d'une newsletter pour renseigner, sur une périodicité à définir (par exemple tous les deux mois), des nouveautés sur le site et des activités du Réseau en général.

Néanmoins, un **obstacle** important se pose dans la réalisation de ce premier objectif : la **langue de travail**. En effet, sur les 15 lauréats, 7 sont anglophones et ont pourtant montré une grande motivation face aux possibilités d'échanges offertes par le Réseau... La vocation du Réseau est d'être une plate-forme d'échanges entre *francophones*, mais cela revient à se couper (dans notre cas) d'une grande partie de l'Afrique, et peut constituer à terme un certain handicap. Sans vouloir pour autant rendre le Réseau bilingue, ne pourrait-on pas envisager la possibilité **d'accepter des membres anglophones** et de favoriser leur intégration en :

- publiant une **newsletter en anglais**<sup>71</sup>.
- En mettant en ligne des **liens vers des articles en anglais**, comme cela est déjà fait, tout en prenant soin de le préciser par un icône (un petit drapeau par exemple) afin de permettre aux membres francophones qui sont familiers avec l'anglais de ne pas être privés de telles contributions...

Bien sûr cela accroîtrait dans une certaine mesure la charge de travail des responsables du Réseau, déjà en nombre restreint : ne pourrait-on pas alors envisager d'embaucher un *stagiaire* en langue (bénévolement, sur la base de convention de stage) qui ferait les quelques travaux de traduction nécessaires ?

---

<sup>70</sup> Voir annexe n°1.

<sup>71</sup> Même si cela ne se fait pas tout de suite....

Pour résumer, la proposition de participation au Réseau Genre en Action nécessite de :

- 1- **Proposer aux lauréats de devenir membre.**
- 2- **Mettre leur CV en ligne**
- 3- **Proposer la publication en ligne d'articles thématiques**
- 4- **Envoyer une newsletter régulièrement**
- 5- **Envisager la possibilité et les conditions de participation de membres anglophones.**

*B- Créer un forum en ligne sur le thème « genre et économie domestique ».*

Un des objectifs du Réseau Genre en Action est d'héberger des discussions et des débats sur Internet et /ou dans des groupes de travail. UN forum en ligne a déjà été mis en place en février 2004 sur le thème « genre et indicateurs »<sup>72</sup>.

Comme on a pu le voir, la formule « institut » choisi par le CODESRIA repose sur la volonté d'inscrire la formation dans la durée : la session n'est pas une fin en soi, la réflexion doit continuer que ce soit de manière individuelle (par la rédaction améliorée de l'article à publier) ou collectivement (le CODESRIA encourageant la création de réseaux transnationaux).

Dans cette double perspective, il s'agirait donc ici de **poursuivre et d'élargir la réflexion autour du thème de l'Institut sur le genre 2004 en mettant en place un forum thématique sur le site [www.genreenaction.net](http://www.genreenaction.net).**

Pour lancer ce forum au sein du Réseau, c'est-à-dire informer de sa création et susciter l'intérêts des membres, il paraît important de faire **une réunion, ou d'organiser un groupe de travail**<sup>73</sup> **sur le thème « genre et économie domestique »**, avec pour base de réflexion le contenu de l'Institut sur le genre 2004.

Par ailleurs pour étendre au maximum la participation à ce forum (hors des membres), il est important aussi de faire une annonce de la création de ce forum sur le site du CODESRIA [www.codesria.org](http://www.codesria.org) à côté du bilan sur l'Institut 2004.

Les lauréats ont accueilli avec enthousiasme cette formule d'échanges et ce sont dits prêts à participer activement à l'animation du forum.

---

<sup>72</sup> Fonctionnement du forum : il y a une présentation des enjeux du thème, puis chacun est libre de poster un message et les autres membres peuvent lui répondre à la suite. Il ne s'agit pas d'un forum instantané de type « chat », mais permanent ce qui laisse le temps à tous de participer, compte tenu des difficultés de connections possibles....

<sup>73</sup> A Bordeaux ou à Paris.

Pour résumer, la proposition de forum en ligne inclut :

- 1- **Une « campagne » de publicité autour de la création du forum : lien sur le site du CODESRIA et surtout mise en place d'un groupe de travail ou d'une réunion de sensibilisation et de réflexion sur le thème.**
- 2- **La création et l'animation du forum dont la durée de vie pourrait être fixée à 4 mois**
- 3- **Synthèse en ligne à la fin du Forum.**

*C- Enrichir en ressources documentaires et bibliographiques le Réseau Genre en Action et le CEAN sur le genre.*

L'Institut sur le genre a fait des efforts importants pour fournir aux participants des supports afin de faciliter la recherche. Cela s'est traduit pas la diffusion de documents et photocopies divers (fournis par les personnes ressources et/ le CODICE) accompagnés d'une bibliographie détaillée (39 pages) sur le thème « genre et économie domestique ». Par ailleurs, le CODESRIA a publié une série d'ouvrages sur le thème (plus généralement) du genre.

Or, le Réseau Genre en Action a deux objectifs particulièrement importants :

- fournir et mettre à jour *une base de données bibliographique* sur le genre et diffuser les travaux de recherche.
- *favoriser l'intégration du genre de façon transversale des partenaires*, parmi lesquels figure le Centre d'Etudes d'Afrique Noire. Dans ce cadre, un colloque va être organisé en Novembre 2004 visant justement à initier cette dynamique au sein de l'institution. Mais une autre façon d'agir dans ce sens, même si cela reste plus modeste, serait d'enrichir la bibliothèque du CEAN<sup>74</sup>, jusque là assez pauvre en ouvrages sur le genre.

Enrichir la bibliothèque du CEAN en ouvrages sur le genre aurait de nombreux avantages :

- permettre de **rendre visible les problématiques de genre**, et donc favoriser leur légitimation.
- **faciliter les recherches** pour les étudiants qui travaillent sur le thème et encourager (par ricochet) d'autres à s'orienter vers l'approche « genre ».
- matérialiser la collaboration entre le CEAN et le Réseau Genre en Action

---

<sup>74</sup> En faisant la proposition au CEAN d'acquisition de ces ouvrages (sur leurs fonds propres).

- fournir au Réseau Genre en Action **une base documentaire non virtuelle** accessible à ses membres sur Bordeaux.

Concrètement, la proposition d'enrichir en ressources documentaires et bibliographiques le Réseau et le CEAN implique de :

- 1- **publier sur le site Internet [www.genreenaction.net](http://www.genreenaction.net) une bibliographie détaillée sur « genre et économie domestique » à partir du document fourni par le CODICE.**
- 2- **fournir à la bibliothèque du CEAN :**
  - a. **La bibliographie détaillée du CODICE sur « genre et économie domestique » (39p).**
  - b. **Un dossier thématique regroupant un maximum de documents de travail fournis aux participants (sous forme de document relié)<sup>75</sup>.**
  - c. **Une liste sélective d'ouvrages sur le genre publiés par le CODESRIA<sup>76</sup> qui pourront être acquis par le CEAN.**

La réalisation de ces propositions de collaboration nécessite l'établissement d'un **calendrier** d'action.

---

<sup>75</sup> Voir le sommaire en annexe n° 2.

<sup>76</sup> Voir la liste en annexe n°3.